

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2043 - MARDI 24 JUIN 2014

CALENDRIER DES ÉLECTIONS LOCALES

L'opposition maintient la pression sur la Céni

N'ayant pas eu gain de cause lors de leur entrevue avec le président de la Céni sur le calendrier des élections locales, municipales et urbaines, les membres de l'opposition ont opté pour la radicalisation. Ils exigent que soit convoquée, toutes affaires cessantes, une rencontre pour trouver une feuille de route consensuelle.

La création d'une grande coalition des forces du changement est même envisagée pour faire front contre le projet de l'abbé Malumalu. La frange de l'opposition que pilote l'UNC, Vital Kamerhe, plaide pour un atterrissage en douceur du processus électoral en cours pour renforcer la démocratie et la paix dans le pays.

La Céni, quant à elle, persiste dans son option de maintenir ledit calendrier malgré toutes les récriminations dont il fait actuellement l'objet au grand dam de l'opposition politique et de certaines structures de la société civile partisanes d'un « calendrier complet intégrant toutes les étapes restantes jusqu'en 2016 ». [Page 11](#)



Des agents électoraux et des témoins des candidats dans un bureau de vote à Kinshasa

ENJEUX ÉLECTORAUX

Le Palu affûte ses armes



Willy Makiashi haranguant la foule

Au cours d'une matinée politique tenue le dimanche 22 juin dans l'enceinte de la Foire internationale de Kinshasa (Fikin), le secrétaire permanent et porte-parole du Parti lumbiste unifié (Palu) a appelé les militants du Palu et ceux d'autres partis de la gauche congolaise à recadrer et à fédérer leurs efforts en

vue de parler d'une même voix en prévision des prochaines échéances électorales. Willy Makiashi a, en outre, invité la base du parti à résister contre les coups bas qui se trament sous la bénédiction des ennemis du peuple congolais contre le Palu, considéré à juste titre comme le porte-étendard de l'idéologie lu-

mumbiste et nationaliste en RDC. Willy Makiashi a, enfin, réitéré son sempiternel credo, celui de l'unité du Palu qui reste un et indivisible. Étant revêtu d'une dimension nationale, a-t-il indiqué, les intérêts mesquins à consonance tribale n'ont pas de place au sein du Palu.

[Page 11](#)

OPPOSITION

Création de la plateforme électorale « Debout Congolais »

Cette plate-forme électorale se veut ouverte à toutes les sensibilités de l'opposition et vise à obtenir l'alternance au pouvoir au terme des prochaines élections en mettant en place une opposition unie et organisée.

« Debout Congolais » se présente, selon ses initiateurs, comme un lieu de rassemblement d'une opposition « sérieuse, responsable et véridique » et capable de déjouer les plans visant à son affaiblissement fomentés par la ma-

rité au pouvoir. Plusieurs formations de l'opposition composeraient ce mouvement politique fédérateur, telles que l'Union pour la démocratie et le progrès social, le Congrès des démocrates pour le progrès social, les Forces novatrices pour l'union et la solidarité, la Démocratie chrétienne et d'autres regroupements politiques de l'opposition, des personnalités, des syndicats, des organisations de la société civile congolaise, etc. [Page 11](#)

DEUXIÈME TOUR CYCLISTE DE LA RDC

Le Français Clain Médéric gagne la quatrième étape

Le Français Médéric Clain a remporté, le dimanche 22 juin, la quatrième étape du deuxième Tour cycliste de la RDC entre Kimpese et Kinshasa, une distance longue de 250 km. Il a devancé l'Ivoirien Cissé Isiaka et le Rwandais Xavier Ady. Le premier congolais, Nzuzi Manueno, a occupé la quatrième position à l'arrivée à Kinshasa. Mais le maillot jaune de la course échoit désormais au Français Noël Richet qui l'a ravi au belge Koen Muynck, vainqueur de la première étape entre Kolwezi. Rappelons que quatorze pays participent à cette compétition cycliste, notamment : la Belgique, la France, le Burkina Faso, le Rwanda, la RDC, le Togo, le Madagascar, le Bénin, l'Ouganda, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la République Centre Africaine, et la Tanzanie. [Page 12](#)

INTERVIEW

Amine AUB : « l'album Jouj Kelmate est en bonne voie »

Marocain et adepte du rock, le musicien Amine AUB s'est risqué à réaliser son premier album avec des musiciens de Kinshasa quoique ce genre musical soit loin de compter parmi les goûts de la majorité des mélomanes. C'était là son défi que d'aborder le public kinois, puis international, avec un rock fusionné aux rythmes africains. Kinshasa a vu naître le projet actuel qui a débouché sur l'album « Jouj Kelmate » dont la sortie est annoncée pour très bientôt.

La sauce a commencé à prendre dans le continent vu qu'il a été élu meilleur artiste Rock/fusion au Maroc, à la deuxième édition du « Meditel Morocco Music Awards 2014 », un titre qui lui a été décerné pour l'année 2013 grâce à « Ana bikhir », un des titres de son opus. Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, l'artiste relate son expérience musicale. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Enfin !

La décision prise par le Parti congolais du travail (PCT) d'être plus présent, plus actif, plus dynamique sur la place de Paris mérite d'être saluée dans la mesure où elle témoigne de la volonté du principal parti politique de notre pays de ne plus laisser le champ libre à des groupuscules qui ne représentent qu'eux-mêmes et ont pour seul objectif de désinformer l'opinion publique internationale. D'aucuns, dont nous sommes bien évidemment, regretteront qu'il a fallu attendre aussi longtemps pour que soit prise enfin cette décision de bon sens, mais, comme on dit, mieux vaut tard que jamais.

Entendons-nous bien : ce n'est nullement faire acte d'aléger au PCT que d'écrire ce qui précède dans un éditorial. C'est tout simplement énoncer une remarque de bon sens, car le silence de la formation qui détient la majorité dans les deux chambres du Parlement était choquant à bien des égards. Outre le fait qu'il contribuait, de façon passive certes, mais néanmoins certaine aux opérations de désinformation conduites par quelques exilés aussi agressifs que décalés par rapport à la réalité, il était perçu en France et plus largement en Europe comme la preuve du malaise des autorités congolaises face aux accusations de mauvaise gouvernance portées contre elles.

En s'engageant hors du Congo sur le terrain politique et médiatique, le PCT ne bouleversera peut-être pas en quelques mois la vision détestable que les opposants radicaux ont réussi à donner de notre pays. Mais il fera certainement bouger les lignes sur un champ de bataille que ces derniers occupaient pratiquement seuls jusqu'à présent. Et, ce faisant, il contribuera de façon décisive à faire triompher une vérité objective que seuls des organes d'information comme le nôtre s'attachaient à défendre.

Voyons maintenant comment les instances que la direction du PCT vient de charger de cette lourde tâche vont s'y prendre pour inverser le sens du courant. Alors que des modifications importantes se produiront vraisemblablement au cours des prochains mois dans les institutions et le mode de gouvernance qui sont les nôtres, leur rôle sera nécessairement grand dans la campagne d'explication qui les accompagnera.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le MCDDI dénonce son alliance avec le PCT

À la faveur des rondes effectuées dans les différents arrondissements de la capitale où il est allé écouter et répondre aux préoccupations de sa base sur les questions d'actualité du moment, le secrétaire général du MCDDI, Guy Brice Parfait Kolelas, a dénoncé en des termes sévères l'alliance qui lie son parti au Parti congolais du travail (PCT), allant jusqu'à la qualifier de dupes.

Au cours de cette tournée, Guy Brice Parfait Kolelas a fait savoir que le PCT n'avait pas honoré ses engagements. « Il nous avait été promis des ambassadeurs, des préfets, des maires et bien d'autres choses après notre victoire aux élections présidentielles de 2009. Malheureusement, de tout cela rien n'a été fait », a-t-il déclaré. Ajoutant que « c'est une alliance de dupes ». « Mais comme c'est une alliance signée sur le sang de nos ancêtres, je ne peux pas la défaire, je ne peux que la dénon-

cer. Dénoncer le mauvais comportement des alliés. Ils sont égoïstes, ils veulent tout prendre voilà à quoi ressemble cette alliance », a-t-il poursuivi. Le secrétaire général de cette formation politique a fondé son argumentaire sur quelques exemples : « Dans la ville de Brazzaville par exemple, nous n'avons qu'une seule mairie c'est celle de Madibou alors que sur les accords il était dit autre chose. » Tous les points sur lesquels les deux parties s'étaient accordées pour gouverner ensemble au sortir des élections de 2009, tout au moins les clauses de cette alliance, n'ont apparemment pas été respectés par le PCT. Tout en réaffirmant son appartenance à la majorité présidentielle, Guy Brice Parfait Kolelas a fait savoir à ses militants que désormais, le MCDDI ira aux élections en rang séparé. « Autant être seul plutôt que d'avoir des alliés qui n'honorent pas leurs engagements », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koumba



Guy Brice Parfait Kolelas

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION DE 2002

Les populations de Mindouli favorables au changement

La ministre des Petites, moyennes entreprises et de l'Artisanat, Yvonne Adelaïde Mougany, a organisé le 14 juin, une rencontre citoyenne à Mindouli, dans le département du Pool, au cours de laquelle les forces vives de ce district ont joint leurs voix aux autres localités, en demandant le changement de la Constitution du 20 janvier 2002.

Au cours des échanges, les populations de Mindouli ont indiqué à la ministre qu'elles souhaiteraient que le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, poursuive l'œuvre de

modernisation et d'industrialisation du Congo qu'il a amorcée depuis des années. À son tour, Yvonne Adelaïde Mougany a promis de transmettre fidèlement le vœu des populations de Mindouli à qui de droit.

Dans l'après-midi du dimanche 15 juin, les jeunes de Mindouli ont pris d'assaut le stade Bahamboula-Mbamba-Tostao pour assister à la finale de la 6^e édition du tournoi de football Denis-Sassou N'Gusso et à la finale de la première édition du tournoi de Ndzango Antoinette-Sassou N'Gusso.

Pour ce qui est du football version masculine, sur neuf équipes présentées, Aigle de Dieu de Missafou a gagné aux tirs au but contre Sainte Barbe de Mindouli, par 4 buts à 3. En ce qui concerne

le Ndzango, sur neuf équipes présentées, Louengo est sortie vainqueur au détriment de Lama. Score final : 30 points contre 21.

De telles retrouvailles, a rappelé Yvonne Adelaïde Mougany, ne font que raffermir les liens d'unité et d'amour entre les filles et fils de la localité. Pour sa part, le maire de la communauté urbaine de Mindouli, Jean Bosco Mahoungou, a émis le vœu de voir les pouvoirs publics construire un stade aux normes olympiques à Mindouli. Après la remise des trophées, des séries de maillots et des enveloppes financières à chaque équipe, le public s'est régalé avec la parade des Sapeurs de la localité.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonu

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ENTREPRENEURIAT

Les femmes invitées à plus de dynamisme

Le département des Petites, moyennes entreprises et de l'Artisanat est déterminé à gagner le pari de la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Les acquis du Sommet mondial des Femmes qui s'est tenu au début du mois de juin, sont à capitaliser.

Le chef de ce département, Yvonne Adélaïde Mougany, l'a indiqué le 23 juin, au cours d'une interview accordée à quelques organes de la presse dont *Les Dépêches de Brazzaville*. Elle a invité les femmes congolaises à participer au débat mondial, à manifester, à émettre des points de vue et à proposer des orientations dans le domaine de l'entrepreneuriat.

La ministre a rassuré les femmes en leur affirmant qu'elles étaient capables de faire le même travail que les hommes. Pour ce faire, elles doivent se mettre en confiance afin de gérer toutes les potentialités dont elles regorgent. Yvonne Adélaïde Mougany représentait le Congo à la 24^e édition du Sommet mondial des Femmes qui s'est tenue du 5 au 7 juin à Paris en France. Ces assises étaient placées sur le thème : « Femmes : repenser les économies et les sociétés ». Près de 1.300 femmes occupant de hautes fonctions, venues pour la plupart des pays capitalistes, ont, à cette occasion, échangé sur les questions liées à l'autonomie, à l'émancipation et au partage des pouvoirs politiques et économiques.



Yvonne Adélaïde Mougany participante au sommet

L'implication des hautes personnalités lors de ce Sommet mondial a traduit la volonté de tous de susciter, d'ici à l'horizon 2017, la promotion d'au moins 40% de femmes dans les conseils d'administration. En effet, les femmes ne sont pas nombreuses dans les conseils d'administration, d'où un combat à mener. Rapportant la volonté de ces femmes, des interrogations demeurent pourtant, telles : Comment y arriver ? Comment faire pour qu'il y ait cette parité dont on parle ? Ce dernier point a suscité des remous car il a été démon-

tré que la parité n'était pas toujours la solution pour certains pays. D'autres en revanche ont suggéré le système des quotas, qui a fait ses preuves, pour améliorer la position de la femme jusqu'à atteindre la parité. Cependant des situations liées à sa nature, sans doute, défavorisant la femme dans l'entreprise, planent toujours. Alors que l'on sait que la femme est globalement actrice du développement. « Autant de questions qui ont éveillé notre conscience et qui nous amènent à regarder de nouveau notre

politique genre qui a été approuvée par le gouvernement. Le constat est qu'il y a un problème dans la mise en œuvre de la stratégie de cette politique », a expliqué Adélaïde Mougany. La ministre a également insisté sur la pratique du travail en réseau. Ce cadre permet de mutualiser les forces, les réflexions, les outils et les mécanismes afin d'obtenir des résultats. « Femmes : repenser les économies et les sociétés, n'est pas une mince affaire. Je crois que c'est une question pour laquelle il faut mobiliser toutes

les femmes du Congo en s'inspirant de ce que les autres ont fait et en sollicitant leur contribution », a renchérit la ministre. « Quand je vois le comportement des femmes, principalement de celles des pays anglophones, je me dis que nous pouvons travailler. Mieux vaut tard que jamais, ne désespérons pas. Le temps presse, on peut y aller. Nous devons participer à la réflexion qui est lancée », a-t-elle souligné, concluant sur un souhait, à l'instar des autres années décrétées par le président de la République du Congo, qu'il y ait une « Année de l'entreprise ». Notons que les sujets du forum ont tourné autour de : faire des affaires avec la France ; examen des grandes tendances mondiales et européennes ; le déjeuner forum des femmes entrepreneurs ; réinventer une entreprise ; femmes inventeurs et inventions ; apporter une idée sur la place du marché ; redéfinir la responsabilité sociale des entreprises ; de la charité à la stratégie ; traiter avec succès les échecs ; réévaluation de votre entreprise pour la prochaine phase de croissance ; etc.

Ces rencontres annuelles s'organisent de façon tournante à travers le monde. La prochaine édition aura lieu en 2015 au Brésil. Cette 24^e édition était présidée par le Premier ministre français, Manuel Valls. Elle a regroupé, outre les femmes chefs d'État, des dirigeants du secteur public et privé, des femmes entrepreneurs et chefs d'entreprise.

Nancy France Loutoumba

AFFAIRES

Un cabinet congolais lance les nouveaux concepts de la logistique

Le cabinet Guelem Consulting Group (GCG) a organisé le 21 juin à Brazzaville, un séminaire visant à vulgariser ses initiatives et concepts sur la gestion globale de la chaîne de logistiques

En janvier dernier, lors de la première édition, le concept mark-log, axé à la synchronisation des métiers marketing et logistique dans une entreprise, a été développé par le même cabinet. L'initiative de Guelem Consulting Group visant à vulgariser les nouveaux concepts est une manière d'affirmer son leadership en la matière au Congo et d'œuvrer pour l'insertion sociale des jeunes. D'ailleurs, un protocole d'accord entre le GCG et le ministère de l'Enseignement technique et de la formation qualifiante est envisagé. Tous les six mois le cabinet compte propager les nouveaux concepts. Au cours de cette 2^e édition, les thèmes du genre : « la gestion de la chaîne logistique », « le management de la qualité », « le marketing international », « l'intelligence économique », « le transport et la gestion aéroportuaire » ou « la gestion de la sécurité dans les transports de pro-

duit pétroliers » ont été développés face à un vaste public composé essentiellement des étudiants, des hommes d'affaires et des responsables d'entreprises. « Nous nous inscrivons dans l'optique de former et d'assurer une formation continue de nos séminaristes. À la fin de nos séminaires, nous pouvons mettre à la disposition du ministère des cadres appropriés. Nous sommes dans l'optique de créer la communauté logi-Afrique, c'est-à-dire : développer le système logistique en développant des cabinets logistiques au niveau du continent » a expliqué Fred Boris Ngandzadi Saminou, ingénieur logisticien, directeur de GCG. Le cabinet Guelem Consulting Group est chargé des opérations de logistiques, de transit et de marketing. Actuellement, le GCG est présent au Congo, Gabon et au Sénégal.

Fortuné Ibara

ÉDUCATION

MTN équipe deux bibliothèques scolaires

Ce don, intervenu le 21 juin, répond à la campagne « 21 Days of Y'ello Care » que vient de lancer la fondation MTN Congo. Il est constitué d'ouvrages scolaires destinés aux élèves du lycée technique 1^{er}-Mai et de l'école primaire Mbama, à Baongo, dans le 2^e arrondissement de Brazzaville.

À l'école primaire de Mbama, où s'est d'abord rendue la délégation de MTN Congo conduite par son directeur général, mille livres de différentes matières (français, mathématiques, etc.) ont été offerts. La salle de biblio-

thèque avait été préparée par des agents de la société de téléphonie mobile avant la cérémonie officielle. Heureuse que son école bénéficie de cette initiative, la directrice de cet établissement public, Sidonie Mamengui, a chaleureusement remercié MTN Congo, soulignant que ces livres serviraient à la formation des futurs cadres du pays. Au lycée 1^{er}-Mai, plus de deux mille livres ont été remis (science économique, physiques appliquées en génie civil, mathématique, anglais, français, etc.). Le lycée Savorgnan-de-Brazza figure également dans la liste des établisse-

ments qui bénéficient d'une bibliothèque. L'opération de distribution des ouvrages scolaires est menée simultanément dans les onze autres départements du pays, où des salles équipées d'étagères sont en cours d'installation dans les écoles. Par ailleurs, la Fondation MTN Congo a démarré le tri et le classement des 23 000 livres collectés et achetés en faveur des enfants du Congo. Il s'agit d'ouvrages de tous les niveaux (du primaire au secondaire) et de toutes les disciplines.

Lopelle Mboussa Gassia

RELIGION

Les nouveaux dirigeants de l'Armée du salut installés dans leurs fonctions

Nommés respectivement chef de territoire du Congo et présidente territoriale du ministère féminin, par le général de l'Armée du salut international, André Cox, les commissaires Onal et Edmane Castor ont été installés dans leurs nouvelles fonctions le 22 juin, au cours d'un culte de sanctification organisé dans la salle du Cinquantenaire du Plateau des 15 ans.

Le nouveau chef de territoire de la République du Congo succède à ce poste à Joseph Lukau. Il a été installé par la commissaire Madeleine Ngwanga, commandant territoriale de la République démocratique du Congo (RDC). Officier de l'Armée du salut depuis plusieurs années, le commissaire Onal Castor fait partie de la session ou la promotion les « Joyeux évangélistes » en 1979. Edmane Castor est sortie, quant à elle, de la session les « Proclamateurs du salut » en 1980. Le couple, de nationalité haïtienne, n'est pas à sa première mission dans le monde. En effet, les commissaires Onal et Edmane Castor ont déjà occupé les mêmes fonctions aux États-Unis d'Amérique, en RDC et récemment dans leur propre pays, Haïti. Installant les nouveaux dirigeants de l'Armée du salut du Congo, la déléguée de Londres pour la circonstance, Made-

leine Ngwanga, leur a demandé d'être de fervents évangélistes engagés dans la vision du salut des armes, des exemples de vies saintes et d'être des gens de prière. Cette cérémonie qui a connu la participation des salutistes de Brazzaville 1 et 2, a été également marquée par la remise du drapeau du territoire de l'Armée du salut du Congo aux nouveaux venus. Rappelons que le commissaire Onal Castor va également assurer les fonctions de président du Conseil œcuménique des églises chrétiennes du Congo, dont le tour revient actuellement à l'Armée du salut.

P.W.D.

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Les épreuves du CEPE démarrent aujourd'hui

105.698 candidats participeront le 24 juin sur toute l'étendue du territoire national, aux épreuves écrites du Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE). Avec 37.363 candidats cette année contre 34.600 en 2013, Brazzaville est le département qui a le plus grand nombre de postulants, suivi de Pointe-Noire avec 32.000 candidats contre 26.139 l'année dernière, largement devant la Bouenza avec 6.789 candidats. Le département du Niari vient en quatrième position avec 5.200 candidats, suivi du Pool (5.093) et de la Cuvette (4.500). Avec 3.598 candidats, les Plateaux occupent le septième rang, devant la Likouala (3.287), la Sangha (2.012) et la Cuvette-Ouest (1.722). Enfin, le département de la Lékoumou compte 1.487 candidats et celui du Kouilou 1.163 candidats.

Parfait Wilfried Douniama

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

« Alios Finance Gabon 6, 25% brut 2014 - 2021 »

Montant global de l'opération : 10 milliards de Francs CFA

6,25% brut

Fructifiez vos investissements

Période de souscription :
du 02 juin au 31 juillet 2014

Prix d'émission :
1 000 FCFA

Nombre de titres :
1 000 000 obligations

Durée
7 ans

Émetteur :



Arrangeur et Chef de File :



Syndicat de Placement :

- Groupe BGFIBank
- La Financière SA
- Africa Bourse

Cotation :



Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été visée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale sous le N° COSUMAF-APE-02/14

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 14/MEFPPI/PRCTG/14

« Recrutement d'une firme pour la finalisation et ou l'élaboration des stratégies sectorielles-Appui à l'élaboration, à l'approbation et à la diffusion des stratégies sectorielles »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme pour la finalisation et ou l'élaboration des stratégies sectorielles-Appui à l'élaboration, à l'approbation et à la diffusion des stratégies sectorielles.

2. L'objectif général poursuivi est d'améliorer les stratégies sectorielles des ministères ciblés.

Les Objectifs spécifiques sont : (i) opérationnaliser le PND dans chaque secteur d'activité dans le but de promouvoir des actions contribuant à la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté ; (ii) disposer d'un cadre stratégique sectoriel comme cadre de référence pour l'établissement des priorités nationales et l'alignement du budget de l'Etat sur ces priorités ; (iii) garantir la cohérence (conformité) entre les allocations budgétaires et les priorités de la stratégie ; (iv) former à la tâche, les cadres et agents évoluant dans les différents secteurs, à l'élaboration de leurs stratégies.

La durée de la mission est de quatre (04) mois intégrant la soumission du rapport final.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir leurs capacités techniques à exécuter les-

services.

Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

4. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la qualité technique et le coût.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mercredi 16 juillet 2014 :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P.2116 Brazzaville, République du Congo;
Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr
Brazzaville, le 19 Juin 2014
Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 13/MEFPPI/PRCTG/14

« RELANCE »

« Recrutement d'un Consultant individuel international pour la conception et la mise en place d'un système Hotline des marchés publics au profit de l'ARMP »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Consultant individuel international pour la conception et la mise en place d'un système Hotline des marchés publics au profit de l'ARMP.

2. L'objectif de la mission est de concevoir et de mettre en place un système Hotline pour la passation des marchés publics au profit de l'ARMP.

De façon spécifique il s'agira de (i) faire une revue organisationnelle et technique d'installation et d'opérationnalisation du service Hotline ; (ii) rédiger un manuel de procédures de mise en œuvre de la Hotline ; (iii) proposer les matériels, les logiciels et autres supports nécessaires à l'opérationnalisation de la Hotline et en établir les caractéristiques techniques ; (iv) assurer la formation du personnel tant sur le manuel de procédures que sur la mise en œuvre du système Hotline.

La durée de la mission est de cent vingt (120) jours y compris la soumission du rapport final.

Cette durée est détaillée ainsi qu'il suit : (i) 25 jours - revue organisationnelle et technique d'installation et d'opérationnalisation du service Hotline ; (ii) 15 jours - détermination de la liste des matériels, des logiciels et des autres supports nécessaires à l'opérationnalisation de la Hotline ainsi que des spécifications techniques ; (iii) 10 jours - rédaction du manuel de procédures de mise en œuvre de la Hotline ; (iv) 20 jours - formation du personnel tant sur le manuel de procédures que sur la mise en œuvre du système Hotline ; (v) 25 jours - installation et mise en service du système Hotline.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client) ;
- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

- être titulaire d'un diplôme d'ingénieur en télécommunication, et/ou en informatique (Bac+ 5 minimum), ayant une expérience d'au moins dix (10) ans dans la conception et la mise en place des systèmes Hotline ;
 - une connaissance en organisation serait un atout ;
 - une connaissance parfaite de la langue française.
4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.
5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.
6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, vendredi 11 juillet 2014 :
- PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P.2116 Brazzaville, République du Congo
Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 19 juin .214

Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « Le débat constitutionnel n'est pas simplement un lieu de rhétorique juridique. Il est, par excellence, un processus délibératif où les idées politiques et sociales à la base du contrat social doivent être mises en lumière, pour en favoriser une réelle appropriation par les citoyens-électeurs. »

Professeur Jean Didier Bokongou, Université Catholique d'Afrique centrale, La Semaine africaine, N°3397 du 03 juin 2014

□ « L'émergence n'est pas non plus le résultat d'un simple système démocratique de gouvernement car un pays peut être considéré comme ayant un système démocratique, à plusieurs points de vue et reconnu comme tel par la Communauté internationale, sans pour autant être émergent »

Amadou Dickel Niane (Sénégal), ingénieur économiste, Le Quotidien, lundi 16 juin 2014

□ « Les liens d'amitié entre grands patrons et membres du gouvernement, qui ne sont pas condamnables en eux-mêmes, ne doivent pas faire obstacle à ce que l'intérêt national prévale »

Charles Consigny, écrivain et juriste français, Le Point, 10 juin 2014

□ « Mais quand il y a crise des modèles de société, de croissance ou d'intégration, le football offre alors un champ privilégié pour manifester les perplexités ou les refus des évolutions en cours. »

Patrick Mignon, chercheur à l'IRIS, Le monde diplomatique, juin 1992

□ « La meilleure chose que l'UE puisse faire pour l'Afrique, c'est de lui permettre de sortir de la pauvreté, pas de partir en guerre sur son sol »

Nigel Farage, eurodéputé souverainiste, Monde Politique, 28 mai 2014

PAROISSE SAINT-MICHEL-DE-GANGOUONI

Réhabilitation de la grotte mariale par l'AHMMDP

Samba Lemaire, président de l'Association Hellot-Matson-Mampouya pour le développement et la paix (AHMMDP), a lancé les travaux le 20 juin, en présence du curé de la paroisse et du chef de quartier 5, Gangouoni.

Les travaux seront exécutés en trois jours par l'association Ajob Bâtiment. Ils portent sur la construction de latrines, la maçonnerie, la menuiserie, la plomberie, ainsi que la peinture. Le président de l'AHMMDP, le curé et le chef de quartier natif de la zone se sont exprimés à l'occasion de cette double cérémonie de réhabilitation et de construction de la grotte mariale.

Samba Lemaire, président de l'AHMMDP, a parlé de l'amour du prochain, de la fraternité et de l'esprit de partage qu'a toujours prônés le président d'honneur de cette association à caractère humanitaire, Hellot Matson Mampouya : « Nous sommes d'abord une association à caractère humanitaire. Nous avons répondu au cri du coeur lancé par le curé de la paroisse Saint-Michel car nous sommes aussi de ce quartier. Après ici, nous envisageons de répondre à d'autres appels. Par ce geste, nous voulons glorifier notre Seigneur Jésus-Christ. »

Le curé de la paroisse Saint-Michel-de-Gangouoni, l'abbé Germain Makouiza, a pour sa part loué le geste de l'AHMMDP : « C'est une joie. Quand

quelqu'un vous vient en aide, on ne peut que dire merci. J'avais lancé un cri en disant que la grotte était devenue sale. Et j'avais demandé aux personnes de bonne volonté de nous venir en aide en nous apportant quelques pots de peinture. L'AHMMDP a entendu ce cri et y a répondu favorablement, je ne peux que dire merci. Pour d'autres chantiers, j'attends encore d'autres personnes de bonne volonté. Si l'AHMMDP peut élargir son

action, je ne pourrai qu'en dire encore merci. »

Le chef de quartier 5, Gangouoni, Gérard Madédé, s'est, quant à lui, exprimé en ces termes : « J'ai une très bonne impression en ma qualité de chef de quartier. Vous savez, c'est la seule église catholique que nous avons dans le quartier. Nous aurions souhaité que ce geste se poursuive sur le reste du quartier. »

Guillaume Ondzé



Samba Lemaire posant à la place de la grotte mariale

SAGES DU CONGO

Un congrès national annoncé pour 2015

L'Organisation internationale de l'évolution matérielle (OIEM), une organisation caritative, va organiser en 2015, un congrès reconstituitif du tissu national des sages du Congo selon l'annonce faite, le 20 juin à Brazzaville, par l'inspecteur Franck Mayoukou, au cours d'un point de presse.

Pour l'heure, l'OIEM a déjà entamé la mise en place de ces instances dans certaines localités du Congo comme à l'Ile Mbamou, à Linzolo et bientôt à la Léfini. Prélude au congrès constitutif, cette organisation compte s'installer dans plus de soixante-quatorze localités. « Le creuset de notre civilisation est entre les mains de nos sages, qu'on relègue à l'arrière-plan. Au cours de ce congrès nous allons dégager des stratégies authentiques afin de trou-

ver des solutions originales pour bâtir un Congo émergent, réconciliant, fraternel et solidaire », indique l'inspecteur Franck Mayoukou.

Les initiatives entreprises par cette organisation, depuis neuf ans, visent à l'instauration d'une paix durable au Congo. « Il n'existe aucune réponse pour aller au développement sans la paix et, la paix est à la base de tout progrès. Notre organisation l'OIEM encourage toutes les initiatives visant à influencer sur la politique des gouvernants vers un tel idéal », a-t-il ajouté. L'OIEM met un accent particulier pour le développement de la notion du respect de la chose publique et les principes sacrés de l'amour du prochain. « La paix c'est aussi la formation des citoyens à connaître leur droits et devoirs. À partir de ces deux règles majeures, on peut fédérer vers une col-

lectivité d'intérêt pour chuter sur la question essentielle », a fait savoir l'inspecteur Franck Mayoukou.

À l'Ile Mbamou et à Linzolo les jeunes et vieux ont accueilli les initiatives de cette organisation à travers quelques adhésions et en acceptant la mise en place des bureaux locaux. Pour conforter leur action au plan national, l'inspecteur de l'OIEM demande : « Aux doyens en âge de mettre à contribution leur savoir et leur expérience, sans égoïsme, dit-il, au service de la jeunesse qui a besoin de retrouver des repères pour une meilleure référence. Aux jeunes nous leur disons, de servir le pays par leur dynamisme sous l'éclairage des conseils de sages, afin d'être utiles et agréables à la nation pour l'édification d'un Congo fort, puissant et compétitif », a-t-il conclu.

Fortuné Ibara



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
PDG02	Renforcement des capacités de planification des élus locaux	5 jours	07 au 11 juillet 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	14 au 18 juillet 2014
GMP13	Techniques de négociation des contrats des marchés publics	3 jours	15 au 17 juillet 2014
FF2	La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	21 au 25 juillet 2014
GRH03	Outils et méthodes d'évaluation des compétences	4 jours	22 au 25 juillet 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	28 au 25 juillet 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Djambala a abrité des journées de sensibilisation

Les autorités politico-administratives se sont montrées favorables pour lutter contre ce phénomène dans leur domaine d'activité. Cet engagement fait suite à la campagne de sensibilisation menée du 14 au 19 juin à Djambala, dans le département des Plateaux, par la Commission nationale de lutte contre la corruption, la concussion et la fraude (CNLCCF)

Le but visé par cet organe de lutte contre la corruption est d'impliquer toutes les administrations publiques afin de limiter les risques liés à ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. « De manière générale, la corruption se manifeste par la violation permanente des lois et règlements en vigueur par les agents de l'État, qui s'illustre dans la délivrance de faux actes de l'État du fait de la faiblesse des rémunérations et de la crise des valeurs. Il convient de dire que la corruption constitue un véritable obstacle au fonctionnement de l'administration », a fait savoir le commissaire Auguste Batangoua.

En effet, durant six jours, les représentants des structures de la magistrature, de la police, des administrations et collectivités locales décentralisées, de l'éducation nationale, des acteurs du secteur privé, du commerce et de la société civile, ont participé à ces assises en vue de lutter efficacement contre la corruption. Au cours de ces journées de sensibilisation, plusieurs thèmes ont été abordés. Il s'agit notamment des stratégies de lutte contre la corruption au Congo

; la place de la loi anticorruption dans l'arsenal juridique congolais; la fraude commerciale et la lutte contre la vie chère au Congo. Les intervenants ont également mis l'accent sur les marchés publics au Congo; la corruption et la fraude en milieu scolaire et sanitaire: pratiques et modalités de lutte; enfin, l'impact des pratiques de fraude et de trafic des documents administratifs dans les circonscriptions administratives.

En mettant en exergue la corruption et après avoir dégagé toutes les études réalisées depuis 2003 qui ont abouti à la perception et à la maîtrise de l'ampleur de ce phénomène au Congo, Gaston Samba, l'un des exposants, a expliqué l'apport des organes de lutte contre la corruption. Ainsi, il s'est appesanti sur deux axes, à savoir: la législation antérieure et les innovations apportées par la nouvelle sur la corruption, la concussion, la fraude et les infractions assimilées.

« La corruption est une infraction à la loi pénale, car le code pénal réprime les soustractions commises par les dépositaires publics, les concussions commises par les fonctionnaires publics et la corruption des fonctionnaires publics et des employés des entreprises privées », a-t-il affirmé.

Les peines d'amende s'élèvent à environ 100.000 FCFA

En effet, en cas de corruption ou d'infractions assimilées, cette amende prévue par le code pénal est imputable aux fonctionnaires et agents des entreprises privées ainsi qu'aux indépendants. Le code pénal prévoit également des peines complémentaires comme les interdictions, déchéances, saisies et autres; et la responsabilité pénale



Les participants à la campagne de sensibilisation

des personnes morales autres que l'État.

Au cours des débats, les participants ont mis en évidence les différents facteurs qui freinent le développement du commerce au Congo, notamment la corruption. Ainsi, ils ont abordé les principales causes de la corruption dans le secteur du commerce afin de lutter contre ce phénomène.

Cependant, après les travaux en atelier, les participants ont proposé de vul-

gariser le cadre juridique et réglementaire; de redynamiser le contrôle de routine dans les boutiques; d'accélérer le processus d'adoption de la loi sur la concurrence. Ils ont également recommandé le redéploiement et la moralisation des agents publics en charge du contrôle commercial et le renforcement de leurs capacités; la définition des normes de vente des produits locaux; l'élaboration et l'implantation de la mercuriale dans les marchés;

enfin, la mécanisation de l'agriculture. En outre, plusieurs recommandations ont été faites dans le domaine de la santé, des marchés publics, de l'éducation, pour lutter contre la pratique des pots de vin. Les largesses démesurées des autorités administratives caractérisant ainsi la corruption, ont également été un sujet au centre des débats.

Josiane Mambou Loukoula





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances**.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!



Onduleur APC 650 VA



Prix : **55.000** TTC

Promotion Spéciale



Cartouche HP 21 N/C
Prix : **13.500** TTC



Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500** TTC

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050



A **49.000** TTC

Spécificités

- * Impression, Numérisation, Copie
- * A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
- * 1 port USB 2.0 haut débit
- * Jusqu'à 14 ppm en noir, 10 ppm en couleur
- * Garantie 1 an

Revendeur agréé **acer**

Av. Alphonse Fondère, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com

53E ANNIVERSAIRE DES FAC

Le point d'orgue a été le défilé

Plusieurs centaines d'éléments de la force publique issus des différentes armes, ont participé magistralement à cette parade exceptionnelle marquant ainsi cette journée particulière.

De l'esplanade du stade au rond-point du boulevard Alfred Raoul, les détachements de la fanfare nationale d'apparat et des troupes d'honneur ont ouvert le défilé à pied, suivis par un long cortège militaire composé d'unités à pied (gendarmerie nationale, police nationale, état-major général, logistique, la Direction centrale des renseignements militaires, l'armée de l'air, la marine nationale et l'armée de terre), impeccables dans leurs uniformes merveilleusement portés, ont attaqué magnifiquement le macadam de l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat.

Le défilé a eu lieu en présence du ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et de son homologue de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, des présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, du chef d'état-major général des Forces armées congolaises, Guy Blanchard Okoi, des membres du haut com-



Le défilé militaire

mandement militaire et du haut conseil supérieur de la police, ainsi que de nombreux invités, réunis à la tribune d'honneur. Ainsi, conformément à la

tradition, le défilé a débuté par une inspection des troupes par le chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi.

Puis le ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a passé à son tour en revue les troupes sur un véhicule de

commandement. Les honneurs ont été rendus et le ministre a rejoint la tribune d'honneur. S'en est suivi une animation musicale. Le défilé a été traditionnellement clôturé par le groupement para-commando qui a défilé au pas le plus lent. Signalons que peu avant le défilé, s'était déroulée une cérémonie de décoration. Ils étaient environ une dizaine de personnes à être décorés, dans l'ordre du mérite congolais, du dévouement, au grade de chevalier ; quatre ont été décorés dans l'ordre de la médaille d'honneur, deux aux grades de la médaille d'argent, un dans l'ordre de la Croix de la valeur militaire, et un au grade de la médaille d'or. D'autres ont reçu la médaille de bronze. Enfin, rappelons qu'au cours de cette célébration plusieurs activités ont été organisées, entre autres, des opérations de salubrité, des compétitions sportives, la remise de dons divers aux personnes les plus vulnérables et autres actions civilo-militaire, l'organisation des opérations portes ouvertes de plusieurs structures de la défense, le déploiement de l'hôpital médico-chirurgical de campagne dont l'administration des soins aux populations a commencé le dimanche 22 juin pour une durée d'un mois.

Guillaume Ondzé

APD

Une nouvelle approche de l'aide française au développement

Intitulé « Innover par la mobilisation des acteurs : dix propositions pour une nouvelle approche de l'aide au développement », le rapport a été remis, le 20 juin à Paris, à la secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie, Annick Girardin

Ce rapport a été réalisé par le directeur général délégué de Danone, Emmanuel Faber, et le président du conseil de partenariat de l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (Global Alliance for Improved Nutrition - GAIN), Jay Naidoo. Au cours des dernières décennies, le développement économique a sorti de la pauvreté des millions de personnes, mais a aussi généré des zones de grande misère. Les politiques d'aide publique au développement (APD) sont confrontées à un monde en pleine mutation. De nouvelles puissances économiques émergent, et l'Europe connaît des contraintes budgétaires. Les frontières traditionnelles entre Nord et Sud ont changé. C'est dans ce contexte que l'ancien ministre délégué au Développement, Pascal Canfin, en lien avec le ministre des Affaires étrangères, a confié en 2013 à Emmanuel Faber et à Jay Naidoo la mission de réfléchir à une approche renouvelée de l'aide française au développement.

Le rapport fait les propositions sui-

vantes :

1. Créer un outil pour accompagner l'émergence et la mise en œuvre de projets de développement portés par des coalitions d'acteurs.
2. Réformer le dispositif de l'aide publique au développement française pour favoriser l'innovation et mieux inclure les nouveaux acteurs de cette économie inclusive.
3. Aider les femmes, par des mesures très volontaristes, à mieux prendre part aux dynamiques et projets de développement.
4. Innover pour développer massivement l'apprentissage en alternance en Afrique : lutte contre le sous-emploi massif des jeunes en Afrique en favorisant l'apprentissage dans les entreprises du secteur informel et en priorisant la formation des maîtres.
5. Investir prioritairement dans le secteur de l'agriculture familiale, notamment en finançant des initiatives innovantes portées par des coalitions d'acteurs.
6. Créer un laboratoire d'urbanisme social en Afrique subsaharienne : faire émerger des expériences réussies d'intégration sociale urbaine en rapprochant l'expertise et les ressources des acteurs de l'urbanisme social (villes, entreprises, ONG, chercheurs, populations bénéficiaires, du Nord et du Sud).

7. Promouvoir des solutions d'énergie propre à toutes les échelles du territoire, notamment en soutenant des projets multi-acteurs au profit des populations exclues.
8. Lancer l'initiative « foyers de cuisson améliorés pour l'Afrique » : proposer un dispositif incitatif pour mobiliser les acteurs de la filière et permettre le passage à l'échelle de cette initiative au fort impact sanitaire (l'exposition à la fumée est à l'origine de la moitié des décès par pneumonie des enfants de moins de cinq ans) et environnemental (réduction de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre).
9. Relancer le marché du carbone européen : réduire les émissions de carbone en Afrique, notamment grâce à un mécanisme spécialement dédié au financement de projets de production et de distribution d'énergie faiblement émissifs, de protection ou de restauration des grands écosystèmes forestiers et d'agroforesterie, ainsi qu'à un soutien au marché carbone européen.
10. Mettre en place les conditions pour réussir l'innovation dans l'aide au développement (cadre réglementaire, ancrage culturel, connectivité, capacité des acteurs et connaissance par les statistiques) ».

Noël Ndong

Rotary

ROTARY INTERNATIONAL
CLUBS DE BRAZZAVILLE
DISTRICT 9150
BP 61 BRAZZAVILLE - CONGO



ROTARY INTERNATIONAL
CLUBS DE BRAZZAVILLE
DISTRICT 9150

BP 61 BRAZZAVILLE – CONGO

Les ROTARY Clubs de Brazzaville organisent ce
28 juin 2014 à 19h30 à l'hôtel Olympyc Palace
une soirée de mobilisation de fonds en faveur
des bénéficiaires des actions des Clubs ;

PAF : 30.000 F CFA la personne ;

50.000 F CFA le couple

Lieu de vente des cartes : Hôtel Olympyc Palace ;

Contacts : 00 242 06 622 82 87

00 242 06 661 20 82

Soyez les bienvenus

OFIS
RESEAUX & TELECOMS

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



NE PERDEZ
AUCUN APPEL
DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ
LA CROISSANCE
DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel



Brazzaville Paris

6 vols par semaine
dans les deux sens

à partir de

480 000 FCFA TTC*

Aller/Retour

* Offre soumise à conditions



Offre
valable
pour tout achat
avant le **15 Juillet**
2014

 **ECAir**
Bienvenue chez vous.

Contact: 06 509 0 509

www.flyecair.com / e-mail: relationclients@flyecair.com

Suivez nos activités sur  

Ecobank Transnational Incorporated

Assemblée Générale Mixte

Avis de Convocation

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à la vingt-sixième Assemblée Générale Ordinaire suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Ecobank Transnational Incorporated, le lundi 30 juin 2014 à 10h30, à la salle de conférence du Centre Panafricain Ecobank, 2365, Boulevard du Mono, Lomé, Togo, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des Comptes
2. Fin du mandat des Administrateurs
3. Election d'Administrateurs
4. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
5. Renouvellement du mandat des Commissaires aux Comptes

Assemblée Générale Extraordinaire

1. Modification des statuts de la Société

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut assister personnellement à cette Assemblée ou s'y faire représenter.

Toute la documentation relative à l'Assemblée Générale est disponible pour consultation au siège de la Société à l'adresse ci-dessus et sur le site internet de la Société (www.ecobank.com).

Pour le Conseil d'Administration et P.O.,



Samuel K. Ayim
Secrétaire Général

Lomé, le 6 juin 2014

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le pape François poursuit imperturbablement ses réformes

Le chef de l'Église catholique n'écarte pas de démissionner comme son prédécesseur si les circonstances et Dieu lui en imposaient le choix.

La décision du pape Benoît XVI de renoncer à sa charge en février dernier n'a pas fini de faire parler d'elle. Ne serait-ce que parce que, en posant un acte aussi inouï n'ayant eu aucun précédent dans l'histoire, il ouvrait la voie à une jurisprudence qui peut ou ne pas se répéter selon les circonstances et, surtout, suivant la volonté de celui qui sera confronté au choix entre rester et abandonner. Le 28 février de l'an dernier, le pape allemand a ouvert une brèche dans la rigidité des règles de succession au sein de l'Église catholique.

Ily a ceux qui s'en félicitent et il y a ceux qui estiment qu'une telle décision est porteuse de plus d'incertitudes que de tranquille évolution, synonyme d'une adéquation normale aux signes des temps. L'histoire seule dira si, avec le recul, la brèche ouverte a fait s'engouffrer dans l'Église catholique de l'air purificateur et vivifiant ou les germes de la corrosion. Dans les deux camps, des pessimistes et des optimistes, on scrute les marques de la nouveauté ou les débuts de la rouille.

Et cela, d'autant plus que le pape ayant succédé à Benoît XVI se présente avec



la volonté d'un ouragan qui ne veut laisser aucun recoin de l'Église sans coup de plume. Le pape-argentin-François (qui n'a voulu accoler aucun ordre de succession à son nom de simplicité et de pauvreté) est un homme qui veut parler de Dieu aux hommes, pas à l'appareil. Il tient en sainte horreur les dorures et les lambris, préférant inviter à sortir pour « aller prêcher aux périphéries du monde ».

Il faut « aller aux périphéries où se trouve la souffrance, où le sang est versé ». Et les prêtres, qui « ne doivent

pas être des collectionneurs d'antiquité, des fonctionnaires » ni, plus tard quand ils deviennent évêques, se transformer en « des managers ou des croisés doivent s'imprégner de l'odeur de leurs brebis ». Le prêtre, par conséquent, ne doit pas être celui qui fait plus attention au pli de sa soutane qu'à la mission qui lui est confiée. Il faut fuir « le danger de la mondanité ». Car « le christianisme sans la croix, sans Jésus, sans dépouillement est comme une pâtisserie, une belle tarte ».

Tout faire pour éviter les violences entre chrétiens

Prêchant pour sa chapelle, si l'on peut dire, le chef de l'Église catholique n'en oublie pas le monde extérieur où la violence n'attend qu'un prétexte pour se déchaîner, y compris au nom de Dieu. Et ceux qui en font le plus grand frais aujourd'hui sont les chrétiens, visés par les extrémismes de tous ordres. Dans une interview, il y a une semaine à la presse espagnole, le pape a estimé que « la persécution des chrétiens est plus forte qu'au cours des premiers siècles de l'Église. Il y a aujourd'hui plus de martyrs chrétiens qu'à cette époque ». Mais à qui, au sein de l'Église catholique, s'évertuerait à enfourcher tout de suite le cheval de la victimisation et à ne voir que la paille dans l'œil des autres pas la poutre dans le sien, le pape a rappelé que les chrétiens venaient eux-mêmes de loin. « Nous autres chrétiens avons aussi des groupes fondamentalistes ». Il a évoqué les longues guerres en Occident entre catholiques et protestants : en France, en Angleterre, en Irlande, en Hollande mais pas seulement. Mais il a ajouté, surtout en raison des avancées accomplies sur la voie de l'œcuménisme, qu'une guerre entre catholiques et protestants n'était plus possible aujourd'hui.

À 77 ans, le pape François fonce. Au début du mois, il a dû suspendre une partie de ses activités pendant quelques jours : fatigue, fièvre soudaine dont il s'est vite remis. Pour les deux mois à venir, il n'entend pas tenir d'audiences générales les mercredis Place Saint-Pierre, mais il n'entend pas

d'avantage s'accorder des vacances. En tout cas pas au palais de Castel Gandolfo, à une vingtaine de kilomètres de Rome, où les papes passent habituellement les mois de juillet et d'août. Mais il a maintenu les prières de l'Angelus, à midi tous les dimanches, sauf lors de son voyage en Corée du Sud mi-août. Sa ferme volonté de « secouer le cocotier » du Vatican ne connaît pas d'infléchissement par ailleurs. À la curie romaine, il poursuit patiemment le nettoyage et assoit patiemment les structures devant soutenir ses réformes : un secrétariat pour les affaires économiques, un autre pour les affaires financières, un conseil des cardinaux et de petites doses d'innovations qui deviennent son style propre. Direct, sans flonflons ni appareils surannés. Ses souliers sont élimés comme ceux d'un curé de campagne parce qu'il n'a pas accepté de porter les fameux « souliers de saint Pierre », mocassins rouges que portent habituellement les papes. Alors, dans ce contexte, démissionnerait-il lui aussi comme l'a fait Benoît XVI ou bien irait-il jusqu'au bout, jusqu'à la mort comme l'ont fait 264 papes avant lui (il est le 266^e) ? « Le pape Benoît a fait un grand geste, il a ouvert une porte. Benoît XVI n'a pas fait une entorse à la tradition, il a en fait créé une institution, celle d'éventuels papes émérites. Je ferai la même chose que lui, je demanderai au Seigneur de m'éclairer le moment venu, et qu'Il me dise ce que je dois faire. Et je suis sûr qu'Il me le dira! ». Une manière comme une autre de dire : attendez, vous verrez bien!

Lucien Mpama

Le pape appelle les chrétiens à s'opposer à la torture

Le Souverain pontife affirme qu'il est du devoir des chrétiens d'aider à l'élimination d'une pratique qui constitue un « péché mortel ».

Devant des milliers de fidèles venus réciter avec lui la prière mariale du milieu du jour, l'angelus, le pape François a rappelé dimanche que la communauté internationale célèbre le 26 juin prochain la Journée mondiale de lutte contre la torture. Il a réaffirmé le rôle des chrétiens à s'opposer à ce genre de pratiques, car elles constituent des contre-témoignages, des violations flagrantes de la dignité de tout être humain. Les chrétiens sont invités à faire évoluer les mentalités. « Chers frères et sœurs, a déclaré le pape, le 26 juin prochain sera commémorée la Journée des Nations unies pour les victimes de la torture. En cette circonstance, je réaffirme la ferme condamnation de toute forme de torture et j'invite les chrétiens à s'engager pour collaborer à son abolition et à soutenir les victimes et leurs proches. » Le pape

a profité de l'affluence des dimanches pour sensibiliser à cette question, alors que son prochain angelus aura lieu dimanche 29 juin, donc après la journée mondiale.

Si l'on peut dire que la prise de position du chef de l'Église catholique suit une ligne de cohérence ancienne, on peut aussi noter que ce thème parle plus particulièrement au pape argentin. En tant qu'archevêque de Buenos Aires durant les années de la féroce dictature que son pays a connue, le pape - cardinal Jorge Bergoglio alors - fut accusé notamment par les milieux de gauche de son pays d'avoir fermé les yeux devant les milliers de cas de tortures pratiquées par la junte militaire (1976-1983) du général Jorge Rafael Videla, mort en prison l'an dernier à l'âge de 88 ans (le pape, lui, en a 77).

Le journaliste de gauche Horacio Verbitsky publia un livre-enquête qui se passe de traduction, au moins pour le titre - El silencio - dans lequel il affirme que l'actuel pape ne fit pas grand-chose pour sauver de la torture et de la mort des prêtres ouvriers ou proches des

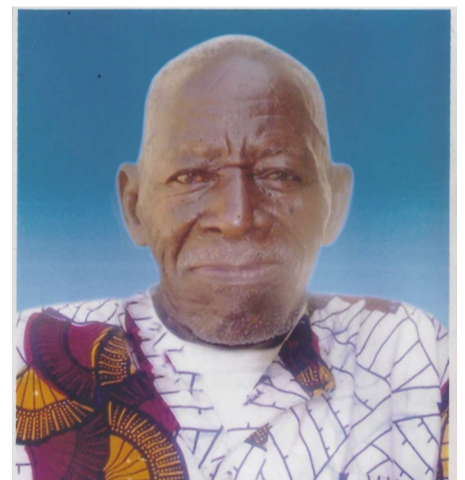
milieux humbles. Parmi eux figuraient deux jésuites comme lui, les pères Orlando Yorio et Francisco Jalics, qui travaillaient sous son autorité. Ils furent torturés pendant de longs mois avant d'être relâchés, créditant l'hypothèse d'un Bergoglio passif. Aujourd'hui, au moins l'un de ces prêtres survivants a fait une déclaration publique lavant le pape de toute implication et même de tout soupçon de complaisante indifférence. Beaucoup de militants communistes témoignent aujourd'hui ouvertement de l'aide secrète reçue pour qu'ils fuient le pays ou se cachent dans des structures discrètes.

Mais il est un fait que le thème de la torture a longtemps été associé aux dictatures d'Amérique latine des années 1980. Le pape y est donc d'autant plus sensible. Dimanche, sortant du texte officiel qui avait été remis aux journalistes, le pape François a martelé : « Torturer les personnes est un péché mortel ; c'est un péché très grave. »

L. Mp.

IN MEMORIAM

24 juin 2012-24 juin 2014, deux ans déjà depuis que Monsieur Mahoua Daniel surnommé « la coupole fer de 8 » se repose en paix aux côtés de ses ancêtres. A l'occasion de ce triste anniversaire, Mlle Wilfrine Déborah, Mr Gildas, la veuve Mahoua et enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Pour le repos de son âme, les messes seront dites à partir de



mardi 24 juin, dimanche 29 juin et jeudi 3 juillet en l'église Sainte Marie Grignon de Montfor à Mikalou. Fer de 8, tu resteras à jamais un matériel indispensable pour notre construction. Papa, paix à ton âme.

Identifiez votre entreprise !!!



Livraison badges 24 H chrono



- Badge en PVC
- Badge avec carte à puce
- Badge à piste magnétique

Bzv 04 475 88 41
06 668 90 11
Kin +243 89 93 20 131

849 Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

ENJEU ÉLECTORAL

Création de la plate-forme d'Opposition «Debout Congolais»

Les élections générales approchent à grands pas en RDC. Et les états-majors politiques sont déjà sur le pied de guerre électorale entrent déjà en ébullition afin de ne pas se faire damer le pion lors des scrutins.

Aussi s'active-t-on du côté de la Majorité au pouvoir que de celui de l'Opposition, où l'on apprend la création d'une nouvelle plate-forme politico-électorale dans le microcosme politique national dénommé «Debout Congolais».

Plusieurs formations de l'Opposition, fait-on savoir, composeraient ce mouvement politique fédérateur telles l'Udps de Tshisekedi, les anciens membres de l'Udps comme François-Xavier Beltshika et son parti le Congrès des démocrates pour le progrès social (CDPS), etc. ; il y aurait aussi les Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS) de Joseph Olenghankoy, le G14 avec le docteur Kabamba, la Démocratie Chrétienne (DC) d'Eugène Diomi Ndongala et d'autres regroupements politiques d'Opposition, des personnalités, des syndicats, des organisations de la société civile congolaise, etc.

La charte de «*Debout Congolais*» a déjà été adoptée lors d'une réunion à laquelle a pris part Sylvain Kamani de l'UDPS. Et les partis y auraient librement adhéré. Et l'on indique que la grosse majorité des partis politiques qui étaient de la plate-forme Opposition républicaine avec Léon Kengo

comme autorité morale, auraient rejoint cette nouvelle plate-forme politico-électorale.

L'objectif est d'arriver à une Opposition politique organisée en vue de gagner les futures élections.

«*Aucun parti politique ne peut remporter seul les élections locales et municipales par exemple au vu des données statistiques du pays.*

Ainsi, un parti ne peut seul aligner plus de quarante mille candidats aux locales, ou encore trente mille aux municipales sur l'ensemble du pays», a expliqué un membre de la plate-forme.

Pour «*Debout Congolais*», rassembler les forces de l'Opposition s'avère une condition sine qua non afin de permettre à la plate-forme à couvrir l'ensemble du pays avec des candidats aux élections, les partis politiques membres pourront ainsi se représenter dans toutes leurs circonscriptions électorales respectives (village, groupement,

territoire, district, province).

«*C'est pour la première fois que l'Opposition politique prend conscience pour s'organiser, parce qu'en politique, on ne peut attendre sa finalité, son objectif qu'après avoir été structurée. Ceci est important afin que la plate-forme puisse acquérir la confiance populaire*», signifie-t-on. «*Debout Congolais*» se présente de ce fait tel un lieu du regroupement et du rassemblement d'une Opposition «*sérieuse, responsable et véridique*», aux dires d'un des membres initiateurs de cette plate-forme, de manière à enjamber les pièges du noyautage de l'Opposition. Rien ne sera fondé sur le mensonge, affirme-t-on.

Ce mouvement politico-électoral se veut ouvert à toutes les sensibilités de l'Opposition, et vise à obtenir l'alternance au pouvoir au terme des prochaines élections.

Martin Engimo

CALENDRIER DES ÉLECTIONS LOCALES

L'opposition accentue la pression sur l'abbé Apollinaire Malumalu

Elle demande, toutes affaires cessantes, au président de la Céni de favoriser une rencontre pour trouver une feuille de route consensuelle qui donne toutes les étapes des élections jusqu'à 2016.

demeure l'apanage de la Céni seule. L'abbé-président n'entend guère marchander ses prérogatives et continue d'assumer son calendrier.

N'ayant pas eu gain de cause lors de cette entrevue, l'opposition a opté pour la radicalisation. «*Nous demandons,*

que ces derniers sont hors mandat au profit des élections locales, procéderait d'une volonté délibérée de tirer les choses en longueur. De sorte qu'aujourd'hui encore, des ressentiments pessimistes se font jour à l'opposition quant à la probabilité de respecter l'échéance de 2016.

Qu'à cela ne tienne, l'opposition politique et certaines structures de la société civile partisanes d'un «*calendrier complet*» n'entendent pas baisser pavillon dans leur croisade contre l'abbé Malumalu. La menace de retirer leurs délégués au sein du bureau de la Céni reste toujours d'actualité. «*Nous sommes debout comme un seul homme*», a tenu à rassurer Vital Kamerhe. La création d'une grande coalition des forces du changement est même déjà envisagée pour faire front contre le projet de l'abbé Malumalu.

«*Je crois que c'est le seul langage que lui et le pouvoir peuvent entendre*», a lâché le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC). La frange de l'opposition qu'il pilote plaide pour un atterrissage en douceur du processus électoral en cours pour renforcer la démocratie et la paix dans le pays. Pour rappel, le calendrier électoral publié par la Céni prévoit le scrutin des conseillers des communes, des secteurs et des chefferies pour le 14 juin 2015 et le vote des conseillers urbains, des bourgmestres et des chefs de secteurs pour le 29 août 2015. Enfin, le scrutin des maires et maires adjoints interviendra le 15 octobre 2015.

Alain Diasso



Entre la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et les partis politiques de l'opposition, du moins la majorité d'entre eux, le langage des sourds s'est installé autour du calendrier des élections locales publié le 16 mai. Face à une opposition qui tient à la modification dudit calendrier afin de répondre aux exigences de la globalité en intégrant toutes les étapes restantes jusqu'en 2016, l'abbé Malumalu reste de marbre. Le président de la Céni maintient ses prévisions de départ. Il l'a réitéré dernièrement devant les mandataires des partis politiques au cours d'une rencontre au palais du peuple. Il n'y aura pas de concertations autour du calendrier électoral qui

toutes affaires cessantes, à l'abbé Malumalu de favoriser une rencontre pour trouver une feuille de route consensuelle», a déclaré Vital Kamerhe ce week-end dans la foulée d'une matinée politique avec les jeunes de son parti. À la coalition «*Sauvons le Congo*», on est convaincu que l'obstination du président de la Céni à faire avaliser son calendrier électoral n'est pas gratuite. Elle cacherait mal son intention de favoriser la prolongation du mandat du Chef de l'État censé théoriquement prendre fin en 2016, se convainc Martin Fayulu, le coordinateur de «*Sauvons le Congo*». Le fait pour la Céni de différer l'élection des députés provinciaux et des sénateurs à plus tard alors

Le Palu affûte ses armes

Au cours d'une matinée politique tenue ce week-end à la Fikin, le secrétaire permanent et porte-parole du Parti lumumbiste unifié (Palu) a appelé ses militants et ceux d'autres partis de la gauche congolaise à recadrer et à fédérer leurs efforts en vue de parler d'une même voix en prévision des prochaines échéances électorales

Nommé le 8 novembre 2013 au poste de secrétaire permanent et porte-parole du Parti lumumbiste unifié (Palu), Me Willy Makiashi ne cesse de réaffirmer sa détermination à assurer un encadrement efficace à ses membres ainsi qu'à l'ensemble des structures de base de son parti. Présenté, à Buma, aux chefs des organes de base, le 8 décembre 2013, par le secrétaire général et chef du parti Antoine Gizenga, il s'est engagé désormais à accompagner la dynamique de la cohésion nationale et de l'unité au sein du Palu, à asseoir le sens du nationalisme, de la solidarité et de la camaraderie qui a toujours caractérisé le combat politique du parti et de son leader. C'est tout le sens à accorder à la matinée politique qu'il a animée le dimanche 22 juin dans l'enceinte de la Foire internationale de Kinshasa (Fikin). Au cours de cette manifestation, Willy Makiashi a condamné sévèrement l'esprit de division et d'instrumentalisation d'une poignée de personnes, anciens militants aujourd'hui mis hors d'état de nuire et qui servent les intérêts de la droite congolaise. Il a en outre invité les militants du Palu à résister contre les coups bas qui se trament avec la bénédiction des ennemis du peuple congolais contre le Palu, porte-étendard de l'idéologie lumumbiste et nationaliste en RDC. Les enjeux politiques de l'heure requièrent de leur part plus de vigilance. En cette période où les joutes électorales se pointent à l'horizon, l'aiguilleur de la Direction politique du Palu a appelé les militants de son parti et ceux d'autres partis de la gauche congolaise à recadrer et à fédérer leurs efforts en vue de parler d'une même

voix et, ensuite, créer l'unité autour d'un idéal commun à l'image de Mabika Kalanda, Bisukiro, Jason Sendwe, Antoine Gizenga, etc. Ces personnalités politiques historiques de première heure, a-t-il indiqué, ont matérialisé leur unité pour créer le Palu en 1964. Me Willy Makiashi en a profité pour lancer un appel vibrant à la prudence surtout en ce moment où les pécheurs en eau trouble veulent disloquer le Palu en tentant de débaucher ses membres. À la lumière des messages distillés par les pères de l'indépendance aux Congolais les invitant à résister aux impérialistes de tout bord, l'orateur a pour sa part lancé une idée-force à l'endroit de la base du Palu. Il a, en effet, exhorté les uns et les autres à travailler la main dans la main, dans un esprit nationaliste afin de conduire la lutte politique entamée depuis l'aube de temps vers une destinée meilleure conformément aux idéaux prônés par le Palu.

Cette manifestation a, pour ainsi dire, permis au secrétaire permanent et porte-parole du Palu, Willy Makiashi, de donner les grandes orientations aux militants du Palu en rapport avec la marche du pays et du parti. Willy Makiashi a saisi l'opportunité pour aborder d'autres sujets d'actualité étroitement liés au fonctionnement du parti. Il s'agit, entre autres, de la réforme introduite au sein du Palu, de la cohésion interne, des élections qui pointent à l'horizon, du cinquantenaire du Palu à célébrer le 22 août prochain, de l'emploi, des réformes statutaires, etc. Il n'a pas manqué de placer un mot sur les travaux champêtres en cours qui valorisent le projet agropastoral «*Com-a-sol*», socle du développement. Willy Makiashi a, enfin, réitéré son sempiternel credo, celui de l'unité du Palu qui reste un et indivisible. Au Palu, a-t-il martelé, «*il n'y a ni militant du patriarche Gizenga, ni de son épouse Anne Bumba, ni d'Adolphe Muzito, ni de Daniel Mukoko*». Le Palu est revêtu d'une dimension nationale et les intérêts mesquins à consonance tribale n'ont pas de place en son sein.

Alain Diasso

INSÉCURITÉ À L'EST

La Monusco somme les principaux chefs des FDLR de se rendre

La Mission onusienne exclut, pour l'heure, l'option militaire, mais elle peut recourir à la force quand cela s'avérerait nécessaire.

Depuis que le processus de reddition des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) a débuté, les chefs de ce groupe armé sont quasi invisibles. On ne les aperçoit pas, en effet, dans les rangs de leurs soldats démobilités. Le constat avait été fait le mercredi 18 juin par le lieutenant-colonel Félix Prosper Basse, porte-parole militaire de la Monusco au cours du point de presse hebdomadaire de cette institution. «*La dynamique de la reddition des miliciens rwandais des FDLR sera très importante quand les chefs de ce groupe armé vont commencer à se rendre*», a-t-il déclaré. À l'heure qu'il est, ce cadre onusien s'est déclaré plutôt satisfait du déroulement de l'opération promettant le soutien de la Monusco sur le plan logistique, sécuritaire, militaire, alimentaire et même sanitaire. La mission onusienne de maintien de la paix en RDC entend donc créer toutes les conditions favorables à la reddition des éléments de ce groupe armé, source de terreur dans la partie est du pays depuis des lustres.

À ce jour, le nombre des éléments FDLR démobilités qui se sont déjà rendus au Nord-Kivu et leurs dépendants est porté à 102 miliciens. Au Sud-Kivu, on en dénombre quatre-vingt trois accompagnés de 234 membres de leurs familles. Le lieutenant-colonel Félix Prosper Basse a, par ailleurs, exhorté les éléments FDLR réfractaires à la reddition, à se plier à cette exigence plutôt que de s'y être forcés. Ils ont tout intérêt de se rendre volontairement aujourd'hui aux différents sites de transit aménagés pour les accueillir avant de les transférer dans la province de l'Équateur, a-t-il déclaré.

Entretemps, le Rwanda qui redoute le retour de ces rebelles hutus rwandais supposés impliqués dans le génocide de 1994 de triste mémoire multiplierait, selon Kinshasa, des stratagèmes pour empêcher l'aboutissement du processus de leur démobilitation et de leur rapatriement au Rwanda. L'administration Obama qui s'est mise dans la danse a demandé récemment au régime de Kigali, via l'ambassadeur des États-Unis en poste à Kinshasa James Swan, d'ouvrir la porte aux combattants hutus rwandais ayant exprimé le souhait de retourner dans leur pays d'origine.

A.D.

MICRO FINANCE

Les entrepreneurs congolais entretenus sur l'accès au financement

Le forum organisé par le Fonds pour l'inclusion financière en RDC (FPM) s'est inscrit dans le cadre de la promotion d'une croissance inclusive en faveur des micros, petites et moyennes entreprises et de leur rapprochement des institutions financières.

Près de deux cent cinquante entrepreneurs congolais, responsables des micros, petites et moyennes entreprises, ont assisté, le 21 juin, à l'Université protestante au Congo, au Forum « Accès au financement », organisé par le Fonds pour l'inclusion financière en RDC (FPM). L'activité organisée avec l'appui financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) leur a permis de rencontrer les différents acteurs de l'appui à la petite entreprise, de partager avec eux leurs préoccupations et leurs expériences et de récolter des informations

pertinentes pour le développement de leurs activités (accès au crédit, enregistrement légal, formation en gestion, etc.). Ils avaient en face d'eux, six banques et institutions de micro finance, des services d'appui tels que les centres de formation professionnelle ou d'appui à la gestion.

Dans cette optique, quatre thèmes ont été développés à l'intention des participants. Pour le premier sujet, « Enregistrer son entreprise : pour quels avantages ? », les objectifs poursuivis ont notamment été de sensibiliser les entrepreneurs à l'existence du Guichet unique, de faire connaître les conditions d'enregistrement du Guichet unique et de sensibiliser les entrepreneurs aux avantages à pouvoir s'enregistrer et, de manière générale, à se formaliser. Le second sujet, « Savoir recruter des employés performants », a visé la sensibilisation aux meilleures pratiques de recrutement, le partage



Banderole annonçant le forum

des particularités du marché de l'emploi pour les PME et savoir s'affranchir des pressions familiales dans le processus de recrutement. Par contre, le troisième thème, « Devenir distributeur/fournisseur d'une grande entreprise », a permis aux participants de connaître les possibilités qu'offrent les

grandes entreprises en termes de partenariat avec les PME ainsi que les exigences minimales des grandes entreprises pour devenir distributeur/fournisseur, et à connaître les conditions d'accès au marché public. Alors que le dernier sujet, « Financement : comprendre les exigences des bailleurs/banques/IMF/Coopec », a tenu à leur faire comprendre les exigences des bailleurs et autres financeurs sur la problématique de financement de la création d'entreprise, ainsi qu'en termes de gouvernance et de santé financière de l'entreprise et de garanties physiques et personnelles. Ce thème a aidé les participants à savoir évaluer le coût réel total du crédit ou le taux effectif global et choisir le type de crédit en fonction des besoins.

Appuyer le développement

Cette édition du Forum a globalement visé la présentation des différents produits offerts par les institutions financières, de l'information des entrepreneurs dans divers domaines dont l'introduction de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des

affaires (Ohada) et les droits des clients des institutions financières. L'autre objectif a été la présentation des différentes fédérations d'entrepreneurs et de centres de formation.

Le FPM, en organisant cette activité, s'est appuyé sur la vision du Fonds monétaire international (FMI), qui pense que la réussite économique d'un pays dépend de fonctionnaires bien formés, ainsi que sur une conception des économistes, qui souligne que le développement repose sur le renforcement des capacités, la bonne gestion des affaires publiques et les réformes économiques. Ces travaux ont donné lieu à une véritable interaction entre les intervenants et les participants ainsi qu'un échange d'expériences qui les mène, ensemble, à tracer une sorte de chemin de fer pour faciliter l'accès au financement. Cette rencontre et celles qui ont précédé ont permis, a-t-on noté, de réunir au total six cents micros, petites et moyennes entreprises et près de vingt banques et institutions de micro finance.

Lucien Dianzenza



Des stands des institutions financières présentes à l'UPC

DEUXIÈME TOUR CYCLISTE DE LA RDC

Le Français Clain Médéric gagne la quatrième étape

Après avoir terminé à la deuxième place au terme de la deuxième étape, le Français Clain Médéric, vainqueur de la première édition du Tour cycliste de la RDC, a remporté la quatrième étape du Deuxième Tour entre Kimpese et Kinshasa. Le premier Congolais, Nzuzi Manueno a terminé la quatrième étape à la quatrième position.

Le Français Médéric Clain a remporté, le dimanche 22 juin, la quatrième étape du deuxième Tour cycliste de la RDC entre Kimpese et Kinshasa, une distance longue de 250 km. Il a devancé l'Ivoirien Cissé Isiaka et le Rwandais Xavier Ady. Vainqueur de la première édition du Tour cycliste de la RDC en 2013, Clain Médéric a visiblement pris son élan pour rééditer l'exploit de l'année passée. Car, il était déjà arrivé en deuxième position derrière l'Ivoirien Cissé Isiaka et devant le Rwandais Abraham Rumurwiza, à l'issue de la deuxième étape entre Likasi et Lubumbashi dans la province du Katanga, longue de 130 km dont 120 km bouclés entre les deux villes katangaises et deux tours de 4 km en circuit fermé à Lubumbashi. La troisième étape a été annulée par raison d'ordre organisationnel.

Au terme de cette deuxième étape, doit-on ajouter, trois coureurs congolais ont été primés, à savoir, Jean-Louis Tshinyama avec le prix de fair-play, Mayele Maleza, meilleur cycliste congolais et Kembo meilleur jeune cycliste congolais de la deuxième étape. Notons aussi que les coureurs de la RDC ont perçu leurs primes avant le départ de la deuxième étape à Likasi. L'on attend donc



Des coureurs au Tour cycliste de la RDC

qu'ils s'améliorent au fil des étapes. Et au terme de la quatrième étape, le premier congolais, Nzuzi Manueno, a occupé la quatrième position à l'arrivée à Kinshasa.

Le maillot jaune de la course échoit désormais au Français Noël Richet qui l'a ravi au belge Koen Muynck vainqueur de la première étape entre Kolwezi. Rappelons que quatorze pays participent à cette compétition cycliste, notamment, la Belgique, la France, le Burkina Faso, le Rwanda, la RDC, le Togo, le Madagascar, le Bénin, l'Ouganda, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la République Centrafricaine, et la Tanzanie. Près d'une centaine des coureurs ont pris le départ à Kolwezi et devront boucler un total de 1200 km. Les deux premières se sont courues dans la province du Katanga ensuite les coureurs ont été transbordés dans la province à Kinshasa et au Bas-Congo.

Martin Engimo

FOOT-TRANSFERTS

Bolasie intéresse Everton et Liverpool, Biscotte Mbala vers Sanga Balende, Andy Mfutila à AS Bantous

Les deux clubs de la ville de Liverpool en Angleterre pistent le jeune ailier congolais de Crystal Palace, alors que Biscotte Mbala séjourne déjà à Mbuji-Mayi pour un test chez le club vice-champion du Congo 2014. L'entraîneur Andy Magloire Mfutila a trouvé emploi également à Mbuji-Mayi, mais chez le club rival de Sanga Balende, le mythique club d'AS Bantous.

Le mercato d'été est déjà ouvert en dépit de la 20e Coupe du monde de football qui se déroule actuellement au Brésil. Et les bruits de transferts et des mouvements des joueurs et entraîneurs congolais vers des clubs sont déjà signalés. C'est le cas du jeune international congolais de Crystal Palace en Angleterre, Yannick Bolasie Yala. Cet ailier vif et dribbler serait sur les tablettes des clubs rivaux de la ville de Liverpool, les Reds de Liverpool et les Toffees d'Everton. Selon le tabloïd anglais The Mirror, Everton qui a terminé cinquième au terme de la saison 2013-2014 de la Premier League, obtenant une place européenne, est prêt pour une offre importante afin d'acquiescer le Congolais. Bolasie a activement contribué au maintien de Crystal Palace dans l'élite du football anglais juste après son retour en Premier League. Il aura donc un choix à faire, entre partir ou rester à Crystal Palace pour une deuxième saison.

Pour sa part, l'ancien joueur du Daring Club Motema Pembe de Kinshasa passé par le cham-

pionnat suisse et Kabuscorp en Angola, Biscotte Mbala Mbuta, pourrait évoluer la saison prochaine à Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi. L'on apprend qu'il séjourne depuis quelques heures déjà dans la capitale congolaise du diamant au Kasai oriental pour un test. Avant Mbuji-Mayi, Biscotte Mbala avait fait un essai au TP Mazembe à Lubumbashi, mais l'entraîneur français des Corbeaux du Katanga, Patrice Carteron, ne l'avait pas retenu dans son groupe, indiquant toutefois que Mbala avait d'énormes qualités mais qu'il devrait encore travailler dur, et que le club n'avait pas besoin d'un attaquant supplémentaire. Il est donc sur le point d'intégrer le sang et or de Mbuji-Mayi que dirige le technicien congolais Médard Lusadis. L'on rappelle que Sanga Balende disputera en 2015 la Ligue des champions d'Afrique pour avoir fini deuxième du 19e championnat national de football. Et le club a des ambitions pour le titre national la saison prochaine. Et Mbala pourrait donc apporter son expérience à cette équipe s'il est retenu dans l'effectif du club. Enfin, l'on annonce l'arrivée de l'entraîneur Andy Magloire Mfutila (ancien coach de Don Bosco de Lubumbashi) à la tête du staff technique de l'AS Bantous de Mbuji-Mayi. Ce club mythique du Kasai oriental disputera les préliminaires de la Division I (championnat national de football). Et le comité dirigeant du club a donc recouru à ce technicien congolais pour le propulser dans l'élite du football national.

M.E.

INTERVIEW

Amine AUB : « l'album Jouj Kelmate est en bonne voie »

Marocain et adepte du rock, le musicien Amine AUB s'est risqué à réaliser son premier album avec des musiciens de Kinshasa quoique ce genre musical soit loin de compter parmi les goûts de prédilection de la majorité des mélomanes. C'était là son défi que d'aborder le public kinois, puis international avec un rock fusionné avec des rythmes africains. La sauce a commencé à prendre dans le continent vu qu'il a été élu meilleur artiste Rock/fusion au Maroc, à la 2e édition du « Meditel Morocco Music Awards 2014 », un titre qui lui a été décerné pour l'année 2013 pour Ana Bikhir, un des titres de son opus, une expérience qu'il nous relate dans cet entretien.

Les Dépêches de Brazzaville : Comment pourrait-on vous présenter aux Kinois ?

Amine AUB : J'espère être déjà connu des Kinois parce que cela fait un moment que je suis sur la scène musicale kinoise... Je suis Amine AUB, artiste musicien, auteur-compositeur marocain d'origine. Je viens de sortir mon album, Jouj Kelmate, nous avons eu l'occasion de le jouer plusieurs fois sur les scènes kinoises. J'étais basé ici à Kinshasa pendant trois ans, j'ai quitté la RDC au début de l'année mais je

reviens régulièrement ici au minimum une fois les trois mois.

LDB : Que représente Kinshasa pour vous d'un point de vue musical ?

A.A. : Kinshasa a vu naître le projet actuel qui a débouché vers l'album Jouj Kelmate. Il y a à peu près quatre ans, je suis arrivé avec plein d'idées musicales qui ont petit à petit pris forme au fur et à mesure des concerts, à travers des enregistrements, un développement de show musical... Et donc d'un point de vue musical Kinshasa représente l'origine de mon projet musical actuel.

LDB : Vous jouez de la musique depuis 17 ans, pourquoi avoir attendu seulement cette année pour sortir votre premier album et qu'est-ce qui vous y a décidé ?

A.A. : C'est un choix. C'est qu'au départ j'étais juste un musicien parce que je suis un passionné de musique mais la décision de sortir en public, de partager cette musique avec un large public a pris du temps à mûrir. J'avais deux vies parallèles mais un jour, je me suis dit, pourquoi pas partager avec un plus large public ce que l'on fait ? Et dès ce moment a commencé le travail mais par contre après avoir pris cette décision, tout est allé très vite, parce qu'elle a été prise il y a à peu près deux ans et voilà que l'on en est déjà à un album avec pas mal de concrétisations et de consécra-



Amine AUB recevant le prix du meilleur artiste Rockfusion 2013, le 20 mai dernier au Maroc

tions aussi.

LDB : Au final, qu'est-ce qui aura été le déclin ?

A.A. : Le déclin, je crois qu'il n'y en a pas eu vraiment. C'est au fil du temps plutôt... C'est-à-dire que petit à petit un sentiment devient de plus en plus fort et à un moment, vous vous dites OK, maintenant c'est le moment de le faire. Mais il n'y a pas eu d'instant précis dont j'ai un souvenir particulier... C'est juste

que l'engouement des gens au fil des scènes où de plus en plus viennent vous voir et l'on se dit mais pourquoi pas aller plus loin ? Ça vient comme cela.

LDB : À peine sur la marché, Jouj Kelmate rencontre un certain succès et remporte même un prix, pourriez-vous nous en dire plus sur le sujet ?

A.A. : Avant même de sortir Jouj Kelmate, nous avons lancé des singles qui, Dieu merci, ont très, très bien marché ! Le premier c'était Tarouass qui

tourne en ce moment sur les ondes africaines et même à Kinshasa, puis Jouj Kelmate qui a été classé deuxième dans des hit-parades et ensuite l'on a sorti Ana Bikhir, le duo que j'ai fait avec l'espagnole Susana Abellán. Il a été nommé et a gagné le awards de la meilleure chanson de la catégorie Fusion/rock au Maroc cette année, cela nous fait dire que l'album Jouj Kelmate est en bonne voie.

LDB : Face à ces succès, quelle a été votre pensée : c'était le moment pile, ou j'aurais dû me jeter à l'eau plus tôt ?

A.A. : La vérité c'est que je ne me pose pas cette question, j'avance. L'idée c'est que l'on fasse ce qui nous passionne et que l'on croque la vie, s'amuse, joue, et exécute ce que l'on aime faire. C'est cela le plus important. Pour le moment, c'est ce que je suis entrain de faire.

LDB : Quel est votre projet le plus immédiat ?

A.A. : Nous sommes sur l'album, il est sorti il y a quatre semaines sur Deezer et iTunes et l'actualité c'est la sortie physique de Jouj Kelmate prévue pour très bientôt après ce sera la tournée de l'album et l'enregistrement d'un clip. Nous en avons fait un petit avec Susana au studio mais là, j'ai envie d'en faire un comme il se doit.

Propos recueillis par Nioni Masela

FOOTBALL

Trésor Mputu soigne son genou blessé en France

L'ancien joueur du TP Mazembe, actuellement sociétaire de Kabuscorp en Angola, pourrait subir une intervention chirurgicale en France. Et le président de son club, Bento Kangamba, a rassuré les supporters sur l'évolution de la santé de cet international congolais

Le meneur de jeu congolais de la formation angolaise de Kabuscorp Clube do Palanca en Angola, Trésor Mputu Mabi, séjourne actuellement en France pour des soins médicaux. L'ancien joueur du TP Mazembe - avec lequel il a remporté la ligue des champions - est allé soigner son genou blessé. Il n'a donc pas pris part à la rencontre avancée de son club contre Petro Atletico de Luanda au stade du 11 novembre comptant pour la 14e journée du championnat national de première division de l'Angola, la Girabola.

Après quelques jours passés à Lubumbashi où il a rencontré son ancien président Moïse Katumbi Chapwe qu'il considère comme un père, Trésor Mputu a été aperçu aussi à Kinshasa en compagnie du capitaine de la sélection de la RDC, Youssouf Mulumba, qui y séjournait avec un autre international congolais, Distel Zola, et le Français Nicolas Anelka, dans le cadre des activités de la Fondation Youssouf Mulumbu.

Intervenant sur les ondes de Radio 5, une chaîne sportive appartenant à la Radio nacional de Angola, le président de Kabuscorp, le général Bento Kan-



Trésor Mputu Mabi

gamba a rassuré les supporters de son équipe, inquiets sur l'état de santé de Trésor Mputu. Il a évoqué l'évolution positive de la santé du joueur qui a passé des examens médicaux pour ce faire et qui pourrait bientôt retrouver le terrain.

« C'était un grand joueur qui n'a encore montré que la moitié de son potentiel », a dit Bento Kangamba. Et l'on apprend que Trésor Mputu doit subir une intervention chirurgicale au genou. Pendant ce temps, la Girabola s'est arrêtée un moment pour laisser la place à l'équipe nationale de l'Angola, les Palancas Negras engagés aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des

nations, prévue au Maroc en 2015. Trésor Mputu, transféré de Mazembe à Kabuscorp pour une saison après tout un feuilleton, a passé dix bonnes années chez les Corbeaux où il était arrivé à l'âge de 18 ans. Il a inscrit 123 buts en 193 matchs avec les Corbeaux. Il compte 21 buts en 43 sélections avec l'équipe nationale, les Léopards de la RDC. Aujourd'hui, ce joueur de 28 ans est sociétaire de Kabuscorp, vainqueur de la saison 2013 de la Girabola, est actuellement deuxième du championnat avec 29 points, derrière Recreativo do Libolo (35 points).

Martin Engimo

HANDBALL-CHAMPIONNAT DU MONDE

Les juniors dames de la RDC se préparent en Algérie

Les juniors dames handball de la RDC affûtent leurs armes à Constantine, en Algérie, avant de se rendre en Croatie pour le 19e championnat du monde junior de la balle dure



Match de handball dame de la RDC en championnat du monde

Les Léopards juniors dames de la RDC vont participer au 19e Championnat du monde de handball du 28 juin au 13 juillet 2014 à Croatie. Afin de mieux préparer cette compétition mondiale de handball, les jeunes handballeuses de la RDC effectuent, depuis le 13 juin, un séjour à Constantine en Algérie où elles ont remporté la « Coupe du président » en battant les Égyptiennes par 27 buts à 23. Ce tournoi, indique-t-on, se joue entre les clubs algériens, les équipes nationales juniors du continent et celles de l'Europe.

La délégation congolaise est composée de vingt-deux personnes dont dix-sept joueuses et cinq officiels parmi lesquels les membres du staff technique. Les Léopards juniors dames de handball quitteront Alger le 25 juin pour se rendre directement en Croatie afin de prendre part au championnat national de la catégorie. La RDC va représenter l'Afrique, en compagnie de l'Angola et de la Tunisie. Les Léopards juniors dames congolaises se retrouvent dans le groupe C avec la Suède, la Hongrie, le Japon, la France et le Portugal. La RDC va jouer son premier match le 28 juin contre la Suède, avant de rencontrer la Hongrie le 29 juin, le Japon le 1er juillet. Ensuite, elle fera face à la France, le 3 juillet. Son dernier match du groupe a lieu le 5 juillet contre le Portugal.

M.E.

DÉVELOPPEMENT

L'Afrique pourrait financer elle-même 70% de son développement

Sahra El Fassi est co-auteur de la dernière note du Think Tank ECDPM (European Centre for Development Policy Management) : « Mettre en œuvre les initiatives africaines pour le développement : opportunités et défis pour assurer des sources alternatives de financement pour l'Agenda 2063 ». Elle revient pour Les Dépêches de Brazzaville sur les principales conclusions.

Les Dépêches de Brazzaville : Contrairement aux idées préconçues, l'Afrique dispose d'importantes ressources propres pour financer son développement...

Sahra El Fassi : Il y a effectivement beaucoup de ressources disponibles mais il faut créer des incitations pour qu'elles servent au financement du développement. La manne financière des fonds souverains africains n'est pour l'essentiel pas investie sur le continent. Et globalement, le retour sur investissement que les États membres pourraient retirer des programmes d'investissement continentaux, n'est pas toujours clair si bien qu'ils hésitent parfois à mobiliser des ressources pour ceux-ci. On l'a vu avec l'expérience qu'a été le NEPAD.

LDB : Comment faire pour créer la confiance et remédier à cet état de fait ?

S.E.F. : Pour restaurer la confiance il faut que les États puissent voir les résultats tangibles de ces programmes d'investissement continentaux pour leurs pays au niveau régional, pas au niveau de l'Union africaine. Les projets retenus au niveau

régional devraient également être en adéquation avec les projets nationaux. On rejoint là la question de l'intégration régionale. Enfin, une autre mesure positive serait d'inclure tous les acteurs pertinents dans les discussions sur les plans de développement décennaux, on peut penser notamment aux ministres du Développement.

LDB : Bien que l'Afrique soit de plus en plus en mesure de financer elle-même son développement, on a l'impression au niveau de la gouvernance que ce sont toujours l'extérieur et les bailleurs de fonds qui dictent la politique de développement du continent. Est-ce différent en ce moment avec les discussions sur l'agenda de développement post-2015 ?

S.E.F. : Il est vrai que l'aide publique au développement a décliné. On cherche maintenant comment inclure le secteur privé dans le financement du développement y compris le secteur privé africain.

Africains et Européens s'efforcent de développer des positions communes sur l'agenda post 2015. Des avancées ont été faites lors du sommet Union africaine-Union européenne du mois d'avril dernier mais les positions ne sont pas encore alignées. L'Afrique a une position continentale commune, lancée à Addis-Abeba au début du mois, qui sera défendue à New York. Les discussions sont en cours pour aboutir à une vision partagée des objectifs de développement du continent.

Rose-Marie Bouboutou

SPECIALE FORMATION INFORMATIQUE

Bénéficiez de toutes nos formations
+ 1 mois d'assistance gratuite⁽¹⁾

Formation
100% Pratique

• Initiation
• Avancé

Choisissez votre lieu de formation

- formation à domicile
- en entreprise
- Centre KD

- Initiation à la Bureautique
 - Word • Excel • PowerPoint • Publisher
 - Fonctions avancées • Excel^{New}
 - Outlook (mails, contact, calendrier et agenda)^{New}
 - Base de données • Access
 - Gestion • Ciel Compta • Ciel
 - Paye • Ciel gestion commerciale
 - Ciel Compta niv2 (Immobilisation, Trésorerie prévisionnelle, Compta analytique, Tableaux de bord)^{New}
 - Infographie • Retouche d'image avec Adobe Photoshop
 - Initiation à l'Internet
 - Formation aux réseaux
 - Maintenance informatique
 - Synchroniser + partager données avec smartphone et PC^{New}
 - Comment configurer la sécurité AV réseau • Symantec Endpoint^{New}
 - Configuration d'un moteur SMS^{New}
 - Administration d'un autocom IP^{New}
- (1) Offre soumise à condition



Bzv 04 475 88 41 / 06 668 90 11
Kin +243899320131

849, Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr



Votre Partenaire dans la Maîtrise des Risques & la Valorisation du Potentiel Humain

Organisation & Ressources Humaines
Formation Professionnelle
Inspection & Assistance Technique
Contrôle de Construction
Projets & Appui Institutionnel
QHSE Métrologie

ISO 9001:2008-2420001



American Welding Society
Sustaining Company Member

FORMATION SUPPLY CHAIN MANAGEMENT

Du Lundi 7 au Vendredi 11 Juillet 2014

Au centre de formation APAVE Congo, Pointe-Noire

5 jours de formation – 795 000 FCFA

Venez comprendre l'importance d'aligner la chaîne d'approvisionnement à la stratégie concurrentielle de l'entreprise!

Vous saurez tout sur la logistique, depuis l'approvisionnement jusqu'à la distribution.

15% de remise pour les 5 premiers inscrits avec le code promo: **log299**



FORMATIONS WELL CONTROL IWCF



Le centre de formation APAVE Congo est accrédité IWCF pour les formations en Well Control
Formations **niveau 2: introduction**, **niveau 3: driller et assistant driller** et **niveau 4: superviseur**

4 sessions de formations en Well Control:

Du lundi 07 au vendredi 11 juillet

Du lundi 14 au vendredi 18 juillet

Du lundi 11 août au samedi 16 août

Du lundi 18 août au vendredi 22 août

Informations et inscriptions au

05 530 20 14/ 05 530 00 58 ou par mail:

commerciale-formation@apavecongo.com

formation@apavecongo.com

VIE DES PARTIS

Club 2002 PUR présente ses instances issues du congrès

Après la tenue du 1^{er} congrès extraordinaire du Club 2002 Parti pour l'unité et la République (PUR) en mai dernier à Brazzaville, cette formation politique a organisé le 21 juin à Pointe-Noire, une cérémonie de présentation des nouvelles instances du parti, couplée à la vulgarisation des décisions dudit congrès.



Juste Mondelé

L'activité qui a eu lieu au quartier Km4 dans le 1^{er} arrondissement Lumumba à Pointe-Noire, a été rehaussée de la présence de Juste Mondelé, Secrétaire général chargé de l'organisation et de la vie du parti. La descente à la base des instances du Club 2002 PUR répond à la directive de Wilfrid César Nguesso, président du parti. Il a demandé la restitution des actes du congrès à la base, qui s'est tenu sous le thème : « L'avenir

en marche pour une nouvelle République avec Denis Sassou Nguesso ». Le doyen Jean Bruno Ngono, président des sages, en souhaitant la bienvenue à la délégation, a loué les efforts des animateurs parmi lesquels Gilles Pena Pitra, président départemental du Club 2002 PUR à Pointe-Noire, qui a déclaré : « La décision de Wilfrid César Nguesso de revenir dans l'arène politique est une décision courageuse. Elle est aussi la volonté des cadres et militants du parti qui n'ont pas voulu que le parti disparaisse avec les obligations pastorales de son président. Puis, il a exhorté les militants à la vigilance et à la mobilisation pour que la Nouvelle République soit une réalité comme l'a suggéré le Congrès. »

Juste Mondelé, Secrétaire général du Club 2002 PUR, a axé son adresse sur la notion de nouvelle République. Selon lui, cette nouvelle République est régie par des textes dont la constitution est un texte évolutif et qui, entre, marche et évolue en phase avec les évolutions sociétales. « La constitution ne devrait pas être ni une question tabou, ni une occasion pour certains de vouloir manipuler ou diviser la société. Pour nous, il est important que ce débat soit dépersonnalisé. Il doit se faire sur

la base d'arguments et le moment venu, le peuple va décider à travers un référendum populaire », a-t-il précisé, et de renchérir : « Il est temps que le Congo bénéficie des fruits de la croissance, qu'il y ait un renforcement du contrôle parlementaire de l'action gouvernementale. Il est aussi important que nous allions vers un nouveau cap qui ne peut se faire si on maintient les dispositions actuelles. L'alternance politique obéit à certaines règles démocratiques. Elle sera bel et bien inscrite dans toutes les évolutions constitutionnelles. » À propos des prochaines élections locales à venir, il a ajouté : « Dans les tout prochains jours, le Club 2002 PUR va se déployer pour les élections locales gage d'une démocratie participative et de proximité. Le président Denis Sassou N'Guesso a des ambitions pour notre pays avec la fonction publique territoriale qui va voir le jour. Donc, nous sommes tenus à être des acteurs et non des spectateurs dans ce projet. » La présentation des différentes instances issues du Congrès de mai dernier tels le bureau politique, le secrétariat permanent et les membres et cadres des six arrondissements de Pointe-Noire, a mis fin à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

FORMATION EN ALTERNANCE

Les entreprises privées sensibilisées au nouveau réseau

Plusieurs structures privées (PME/PMI) évoluant dans le domaine technique ont pris part, le 18 juin, à la Chambre de commerce, à une rencontre organisée par l'Association Pointe-Noire industrielle (Apni) en vue de la présentation du Réseau des entreprises pour la formation en alternance (Refa), entité mise en place pour accompagner le Centre d'éducation et de formation par apprentissage (Cefa) de la maintenance industrielle de Pointe-Noire.

Le Cefa ainsi que le Refa, sont des projets du ministère de l'Enseignement technique, professionnel et de la Formation qualifiante exécutés en partenariat avec : l'AFD (Agence française de développement), Unicongo (Union patronale et interprofessionnelle du Congo), Apni et Sofreco (Société française de réalisation, d'études et de conseil). Plusieurs personnes sont intervenues au cours de la réunion placée sous la houlette de Didier Sylvestre Mavouenzela, président de l'Apni, association qui œuvre pour l'émergence d'un tissu local de TPE/PME/PMI viables au Congo, en vue de présenter les deux projets et d'édifier les participants sur leur contribution dans l'apprentissage, la qualification et l'emploi des jeunes ainsi que sur les avantages que cela procure aux entreprises.

Ces intervenants sont Téléphore Kimpolo, directeur de l'UCP-ETP (Unité de coordination des projets de l'enseignement technique et professionnel) ; Raymond Nicaise Likibi, responsable du Parcelf (Projet d'appui à la refondation du système d'éducation et de formation) chargé des analyses, du suivi et de l'évolution de l'UCP ; François Sita, représentant de la Sofreco ; Honoré Koutatouka,

représentant du Refa ; et Euloge Patrick Mbenza, directeur du Cefa Pointe-Noire. Le CEFA de la maintenance industrielle de Pointe-Noire est un centre de formation professionnelle publique qui offre une formation générale et professionnelle performante avec du matériel et des équipements appropriés ainsi que des laboratoires. L'école propose des formations en 5 filières : Systèmes mécaniques et hydrauliques, équipements électroniques, ouvrages chaudronnés et soudures, électronique et informatiques, équipements de froid et climatisation. Dans son fonctionnement, le CEFA sera accompagné par le REFA, qui est une base de données et un réseau virtuel des entreprises pouvant accueillir des apprentis du CEFA pour des formations en alternance. La mise en place de ce réseau est assurée par l'APNI grâce à son rôle de suivi et d'accompagnement des entreprises. Les adhérents du REFA auront pour mission d'encadrer les apprentis en mettant à leur disposition des tuteurs capables de transmettre les compétences pratiques. D'où ces explications de Didier Sylvestre Mavouenzela : « Les entreprises ont du mal à pourvoir les offres en main d'œuvre qualifiée. D'où la nécessité d'organiser une rencontre entre les jeunes sans emploi et les entreprises et cela passe par la formation en alternance qui donne aussi aux apprentis la possibilité d'avoir un emploi à la fin de la formation. »

Ce que les entreprises doivent savoir...

Le REFA est donc un élément important pour le bon fonctionnement du CEFA. Il va permettre de mettre en adéquation l'offre de formation et la demande de compétence des entreprises. La formation en alternance permet aux apprentis de pratiquer le métier, découvrir et maîtriser l'outil de travail et acquérir la com-

pétence requise. Ce qui lui permet, après emploi, de répondre aux attentes de l'entreprise. Cette formation présente aussi des avantages pour les adhérents du REFA qui pourront bénéficier, entre autres, du personnel à leurs besoins, utiliser les équipements et le centre de ressources technologiques du CEFA et participer aux sessions de formation continue dans ledit centre. Le REFA va permettre de créer les conditions d'une réelle collaboration entre les entreprises et les centres de formation des futurs techniciens.

Pour le président de l'APNI, la mise en place du REFA est une occasion que les entreprises de la place doivent saisir. Mais hormis cela, d'autres actions devraient être menées pour résorber le problème d'emploi des jeunes. « Cette rencontre n'est qu'une étape mais le dialogue doit demeurer entre nous. Nous devons voir comment faire pour continuer à mobiliser les entreprises pour employer les jeunes. Le gouvernement vient de donner une approche de solution que nous devons soutenir. Cela prouve l'importance qu'il accorde au problème de l'emploi des jeunes », a-t-il dit. S'inscrivant sur la même lancée François Sita a insisté : « Le CEFA n'a pas de sens sans le REFA. Ce que le gouvernement fait c'est pour vous valoriser, faire de sorte que les jeunes aient de l'emploi et que les entreprises que vous représentez soient compétitives. Il faut donc un travail complémentaire. Comprenez les avantages qu'on peut tirer de la formation en alternance et adhérer au REFA pour ne plus fonctionner d'une manière isolée. »

Notons que la rentrée académique au niveau du CEFA de la maintenance industrielle à Pointe-Noire qui est en cours de réhabilitation et de construction est prévue pour octobre 2014.

Lucie Prisca Condhet

ENTREPRISES D'ÉTAT LIQUIDÉES

Les ex travailleurs satisfaits de l'évolution de leur situation

Réunis le 21 juin en assemblée générale, à la Bourse de travail de Pointe-Noire, les ex travailleurs des sociétés d'État en liquidation ont sollicité l'intervention du chef de l'État pour que soit débloqué la somme de 6,7 milliards FCFA au titre de leur paiement de la revendication conformément au protocole d'accord transactionnel.

Ce protocole a été transmis en date du 14 novembre 2013 par le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, président de la commission mixte, au ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances, du Plan, du Portefeuille public et de l'Intégration, pour signature.

François Eta Mongo, président de la coordination nationale a dirigé la réunion au cours de laquelle il a fait le point de l'évolution des dernières négociations avec le gouvernement. Dans son adresse, il n'a pas manqué de dénoncer la passivité souvent constatée de certains administrateurs pour résoudre le problème des ex travailleurs des sociétés d'État en liquidation, en dépit des instructions de la hiérarchie. Il a aussi condamné l'attitude blâmable de certains ex travailleurs véreux qui, par le passé, leur ont causé du tort tels les membres de certains comités de suivi, des comités d'entreprise mais aussi des syndicats liquidateurs, etc. « Nous-mêmes avions été à l'origine des divisions internes. Ce comportement nous a longtemps pénalisé », a-t-il regretté. Après d'âpres négociations, la somme

de 6,7 milliards FCFA a été arrêtée consensuellement pour apurer les soldes de 55 sociétés d'État en liquidation. « La prime de bonne séparation sera payée en dehors des sommes prévues dans les revendications », a rassuré le président de la coordination nationale.

Heureux de l'évolution des négociations, les ex travailleurs des sociétés d'État ont exprimé leur gratitude au chef de l'État et au gouvernement de la République, qui depuis deux mois s'évertuent à payer progressivement les dus de chacun d'eux. Une situation qui apporte un réel soulagement dans nombre de familles longtemps touchées par la détresse et la misère. Aussi, les ex travailleurs ont exhorté la coordination nationale, seule et unique interface pour eux avec le gouvernement tout en rejetant toute forme de perturbation visant à freiner l'action salvatrice menée par la coordination nationale dirigée par François Eta Mongo.

À Pointe-Noire et au Kouilou, la coordination des ex travailleurs des sociétés d'État en liquidation est dirigée par Albert Moussounda.

Hervé Brice Mampouya

GUICHET UNIQUE DES OPÉRATIONS TRANSFRONTALIÈRES

Les commerçants exportateurs invités à s'inscrire

L'annonce a été faite le samedi 21 juin par Lié-Rupert Gouari, directeur technique et commercial du Guichet unique des opérations transfrontalières (GUOT), à l'occasion d'une réunion de sensibilisation qui a rassemblé au Grand marché de Pointe-Noire, les membres du Mouvement des entreprises du Congo (Meduc) et les responsables du GUOT.

Situé au port de Pointe-Noire, le Guichet unique des opérations transfrontalières est un système qui permet aux opérateurs qui participent au commerce et au transport, de communiquer des informations et documents normalisés à un seul point d'entrée afin de satisfaire toutes les formalités requises en cas d'importation, d'exportation et de transit. Il est créé conformément à la loi n° 16-2013 du 19 juillet 2013 portant création du Guichet unique des opérations transfrontalières, accompagnée du décret d'application du 6 mars 2014 prise en Conseil des ministres.

Expliquant aux commerçants exportateurs, membres du Meduc, les avantages de leur inscription au Guichet unique des opérations transfrontalières, Lié-Rupert Gouari a indiqué : « Dans le cadre des démarches relatives à l'importation, l'export, le transit et autres, le GUOT joue un rôle de simplification et d'harmonisation du processus basé sur le concept de facilitation. Cette facilitation permet aux différentes entreprises, aux commer-

çants exportateurs, au gouvernement et organismes internationaux impliqués dans les échanges internationaux, de traiter en une seule fois et en un seul endroit le plus simplement et rapidement possible, le flux des informations, suivi de tous les processus et procédures liés aux transactions internationales. »

Interrogé sur l'objectif de cette rencontre, Florent Ndinga, responsable de communication du GUOT, a signifié : « Depuis le 7 avril, le GUOT a lancé une campagne d'inscription de tous les acteurs du commerce extérieur. La présente rencontre s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation des commerçants importateurs affiliés au Mouvement des entreprises du Congo, sur l'imminence du lancement effectif des activités du Guichet unique des opérations transfrontalières et sur la nécessité pour les entreprises de s'inscrire à ce guichet. » Appréciant pour sa part l'intérêt de cette réunion, Amadou Niagado, président du Meduc, a renchéri : « L'échange a été fructueux, le GUOT est un outil important pour les commerçants, il permettra à ces derniers de recevoir plus rapidement des produits de premiers nécessité qui portent souvent un délais de péremption très court. Certains membres et entreprises du Meduc sont déjà inscrits au GUOT et à travers diverses vulgarisations, d'autres membres se feront progressivement inscrire au GUOT. »

Séverin Ibara

BRÉSIL 2014

Les chances des équipes africaines

Deux victoires, un match nul et deux défaites, tel est le bilan de la deuxième journée des représentants africains lors de 20^e édition de la Coupe du monde de la Fifa. Une moisson légèrement améliorée par rapport à celle de la première journée où l'on n'a enregistré qu'une victoire contre un match nul et trois défaites. L'Afrique pourrait avoir la chance de loger trois de ses représentants en huitièmes. Analysons leurs chances.

Le Nigeria s'impose devant la Bosnie Herzégovine 1-0

Du point de vue comptable, le Nigeria est la seule sélection africaine qui n'a pas encore subi de défaites. Avec quatre points et deux matchs, les Super Eagles ont leur destin en main pour assurer une qualification pour les huitièmes-de-finale mais ils doivent rester vigilants pour éviter une surprise désagréable. Mathématiquement dans cette poule, quatre points pourraient être la moyenne pour assurer une qualification au second tour. L'Argentine étant déjà qualifiée, le Nigeria et l'Iran

rigueur de la défense des Fennecs, quatre buts en deux matchs (deux buts à chaque match).

L'Algérie peut faire la différence sur efficacité devant les buts. La Russie n'a marqué qu'un but pendant les deux matchs

Malgré sa courte défaite face à la Colombie, la Côte d'Ivoire garde sa main pour une éventuelle qualification pour les huitièmes-de-finale. Les Éléphants doivent s'imposer devant la Grèce le 24 juin. À défaut d'une victoire, un match nul peut



La Côte d'Ivoire

contre cinq pour l'Algérie. Ce qui fait des Fennecs la meilleure attaque africaine pendant ce mondial. L'Algérie n'avait plus gagné en coupe du monde depuis 32 ans

aussi être salutaire si le Japon ne l'emporte pas largement devant la Colombie. La défaite des Ivoiriens qualifierait les Européens.

Le Ghana tient en échec l'Allemagne 2-2 mais n'a plus son destin en main

L'engagement ghanéen n'a pas suffi pour mettre à genou l'Allemagne et maximiser les chances de qualification. Les Espoirs des Blacks stars et même ceux du Portugal, leur futur adversaire, sont minces. Le match nul entre l'Allemagne et les États-Unis le 26 juin qualifierait les deux équipes qui ont chacune quatre points. La victoire dans l'autre match entre le Ghana et le Portugal ne servira à rien puisque le vainqueur sera devancé d'un point. En cas de défaite de l'Allemagne, c'est sa différence des buts qui la sauvera en cas d'une courte victoire du Ghana face au Portugal. L'Allemagne avait dominé le Portugal 4-0. En cas de défaite des États-Unis, sa victoire contre le Ghana peut aussi sauver les Américains. Le règlement prévoit plus

La joie des Algériens après le 3^e but-

(3-2 contre le Chili en 1928). Ce qui peut lui donner des ailes face à ce défi qui se

luttent pour décrocher le dernier billet. L'avantage nigérian pourrait être un calvaire si les Super Eagles n'évitent pas la défaite le 25 juin contre l'Argentine. Sinon en cas de défaite couplée à la victoire de l'Iran 2-0 sur la Bosnie Herzégovine, ce sera l'Iran qui se qualifiera aux dépens du Nigeria à la différence de buts marqués après tous les matchs du groupe. C'est l'un des critères pour départager les équipes ayant le même nombre de points. Le soulagement pourrait venir du match nul de l'Iran face à la Bosnie. Ce résultat qualifierait le Nigeria quoi qu'il arrive contre l'Argentine.

L'Algérie a battu la Corée du Sud 5-2

L'Algérie est une autre nation africaine qui a aussi son destin en main. Les Fennecs joueront leur qualification le 26 juin face à la Russie. Étant informés que la défaite peut qualifier la Russie, les Algériens vont donner le meilleur d'eux-mêmes pour ne pas concéder une deuxième défaite. Les Fennecs en ont les moyens mais il y a quand même quelques regrets à nourrir quant au manque de



Le deuxième but du Ghana marqué par A. Gyan

présente devant elle.

La Côte d'Ivoire battue par la Colombie, 0-1, peut toujours y croire

Le Cameroun s'incline lourdement 0-4 face à la Croatie

Le Cameroun est le premier pays africain à quitter la compétition après deux défaites consécutives. Les Lions Indomptables n'ont pas réussi à redresser la barre après l'échec de 2010 où ils quittaient la compétition avec zéro point en trois matchs.

C'est la seule nation africaine qui n'a pas inscrit de buts en deux sorties. Depuis leur qualification pour les quarts-de-finale en 1990, les Lions n'ont plus goûté le bonheur de disputer le deuxième tour du mondial.

James Golden Eloué



Les jos nigériens savourant le but

TAEKWONDO

La fédération fait un don à la direction départementale des Sports

La Fédération congolaise de Taekwondo (Fécotae) a remis du matériel informatique à la direction départementale des Sports de Brazzaville pour faciliter le travail administratif.



Le président de la Fécotae remettant le don au directeur départemental des Sports et de l'éducation physique (© Adiac)

« Il est inconcevable qu'en plein XXI^e siècle, la direction départementale des Sports (DDS) ne dispose pas de matériel informatique. Nous avons donc pensé faire ce geste afin de sortir cette structure d'une certaine précarité administrative », a déclaré le président de la Fécotae, Stanislas Mbys. Il a, par ailleurs, expliqué que ce don était une récompense faite à l'ensemble du personnel de la DDS qui œuvre pour l'essor du sport à Brazzaville, notamment son directeur, Abraham Angossina. L'équipement offert est composé d'un ordinateur et de divers consommables. Le directeur départemental des Sports et de l'éducation physique a, pour sa part, souligné que ce geste était le pre-

mier du genre depuis qu'il est à la tête de cette structure. Il n'a donc pas manqué de remercier la fédération. « Je suis très reconnaissant envers la Fécotae qui vient de nous faire ce don. C'est vraiment un geste qui nous honore », a-t-il déclaré. Le président de la Fécotae a promis de faire le même geste à toutes les autres structures et personnalités qui joueront leur partition pour le développement du sport, particulièrement du taekwondo. Le geste de la Fécotae est à saluer, car trop souvent ce sont les fédérations qui attendent de l'aide des structures en charge des Sports. Par cet acte, la Fécotae a inversé les choses. Un exemple à suivre.

Rominique Nerplat Makaya

SPORT MILITAIRE

Le groupement Centre remporte le tournoi

La finale a opposé le groupement Centre au groupement Maya-Maya dans le cadre des activités physiques, militaires et sportives marquant le 53^e anniversaire des FAC et de la gendarmerie nationale.

L'équipe du groupement du Centre s'est imposée 4-1 devant celle du groupement Maya-Maya, remportant ainsi la coupe mise en jeu. Il convient de noter que cette compétition qui avait débuté deux semaines avant et qui s'est achevée le 21 juin a porté sur plusieurs disciplines en versions masculine et féminine. Le parcours d'obstacles, la marche commando, le cross de dix kilomètres, et, enfin, le ballon militaire, telles étaient les disciplines retenues pour ce tournoi qui avait pour objectif : la consolidation des liens de fraternité et de paix entre les éléments des différents corps des Forces armées congolaises (FAC) et de la Gendarme-

rie nationale. Au terme de la compétition, les meilleurs athlètes ont été récompensés. Les trois premières équipes et les trois meilleurs de chaque discipline ont respectivement reçu une coupe et une enveloppe dont le montant n'a pas été révélé.

Après l'école de la Gendarmerie nationale, le ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo et son homologue de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, se sont retrouvés à la Stèle aux morts de la Force publique à l'occasion de la journée du souvenir pour y déposer des gerbes de fleurs. Les participants ont donné un cachet particulier à cette cérémonie. À côté des invités de marque venus de plusieurs structures administratives, on a noté la présence des attachés militaires des principales chancelleries.

Guillaume Ondzé